

LA CRITIQUE DU LIBÉRALISME

D'APRÈS LES AUTEURS NÉO-LIBÉRAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 26 Juin 1943, à 14 heures

PAR

Michel MARCULESCO

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. BAUDIN, Professeur

Suffragants : MM. JAMES, Professeur,
MARCHAL, Professeur.

PARIS
MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1943



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552020_0029

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA CRITIQUE DU LIBÉRALISME

D'APRÈS LES AUTEURS NÉO-LIBÉRAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 26 Juin 1943, à 14 heures

PAR

Michel MARCULESCO

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. BAUDIN, Professeur

Suffragants : MM. JAMES, Professeur,
MARCHAL, Professeur.

PARIS

MAURICE LAVERGNE, IMPRIMEUR
289, RUE SAINT-JACQUES, 289

1943

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



A MON PÈRE, A MA MÈRE

A MON ONCLE GEORGES

A MA TANTE ARÉTHIE

INTRODUCTION

C'est à partir de 1938, à l'occasion du Colloque Walter Lippmann (1), qu'on peut officiellement parler de l'existence de la doctrine néo-libérale. En fait, bien avant cette date, des auteurs appartenant à des pays différents, à des milieux très divers, et qui ne s'étaient jamais rencontrés, se sont trouvés obéir aux mêmes préoccupations, en diffusant dans leurs ouvrages des idées semblables.

Si au cours des séances du Colloque Walter Lippmann on trouve néanmoins des divergences sur certaines questions entre les principaux adhérents de ce mouvement, c'est parce que ceux-ci sont à la fois de formation intellectuelle fort variée et d'étiquette politique et sociale assez différente. C'est ainsi que M. Walter Lippmann est un publiciste, M. Louis Baudin un économiste universitaire de tendance individualiste, M. Jacques Rueff un écono-

(1) Le Colloque Walter Lippmann a eu lieu à Paris du 26 au 30 Août 1938.

miste classique, MM. Louis Marlio et A. Detœuf des grands industriels, M. Louis Rougier un philosophe, M. J. Castillejo un sociologue, MM. L. von Mises et W. Röpke des représentants de l'Ecole autrichienne, pour ne citer que quelques-uns des plus remarquables personnages qui ont pris part aux discussions.

Cependant, en ce qui concerne, tout au moins la position du problème, tous les auteurs néo-libéraux se sont mis d'accord. Ils sont d'accord pour reconnaître le déclin du libéralisme, mais aussi pour estimer qu'il en reste quelque chose qui doit être préservé et conservé dans le régime économique de demain.

Ainsi, en ce qui concerne le déclin du libéralisme, les néo-libéraux le considèrent dû à des causes extérieures et non à une inévitable transformation de l'organisme économique qui mènerait notre société d'un ordre capitaliste à un ordre collectiviste. Si l'existence de plus en plus répandue des monopoles, des trusts, des cartels, des comptoirs — caractéristiques évidentes de notre époque — est arrivé à « gripper » l'automatisme de tout notre système économique, ce n'est pas à cause de l'évolution interne du libéralisme, mais à cause des privilèges accordés par l'Etat.

Toutefois, si le libéralisme est en déclin, il a le grand mérite d'être la seule doctrine qui ait correctement interprété la philosophie de la division du travail, et qui à elle seule ait complètement

changé la mentalité et le mode d'existence des peuples civilisés. En même temps, le libéralisme considérant le mécanisme des prix comme la cheville ouvrière de tout le système économique et social, donne la possibilité aux hommes d'obtenir le maximum de satisfaction de leurs désirs. On trouve ici deux causes de supériorité évidente du libéralisme sur la doctrine collectiviste.

Pourquoi les hommes se sont-ils alors détournés du libéralisme? Parce que les économistes libéraux du xix^e siècle, en subissant l'influence néfaste de la doctrine du « laisser-faire, laisser-passer », devinrent les défenseurs du « statu quo » et de toutes les injustices que le « statu quo » engendrait.

Au commencement, la doctrine du « laisser-faire, laisser-passer », était une doctrine dynamique et révolutionnaire, ayant pour but de détruire le cadre étroit de l'ancien ordre corporatif. Mais, après avoir réussi dans son œuvre de démolition, elle fut reprise par l'Ecole de Manchester pour servir de fondement à la construction du nouvel ordre libéral. C'est alors qu'elle se transforma de dynamique et révolutionnaire en doctrine statique, conformiste et conservatrice, et c'est toujours alors que les économistes libéraux sont devenus les défenseurs convaincus du « statu quo ».

Les néo-libéraux se proposent justement de remédier à cet état de choses. Pour y parvenir, ils font appel à l'Etat, lequel aura comme première tâche de réformer radicalement le droit privé. Celui-

ci s'est constitué au cours des siècles, pour régler les rapports sociaux entre individus, mais non pour organiser les grandes puissances financières ou industrielles d'aujourd'hui, pas plus que pour définir les rapports entre les employeurs et leur armée de salariés.

L'insuffisance du droit privé, le seul que le libéralisme veuille reconnaître en matière économique, apparaît surtout dans la réglementation de la propriété, de la société anonyme, dans la réglementation du travail, etc...

En remédiant à toutes ces insuffisances, l'Etat arrivera à adapter l'ordre juridique au mode de production et au milieu économique, c'est-à-dire qu'il remet en vigueur l'ordre naturel en créant un ordre légal approprié. C'est à partir de ce moment seulement — et c'est ici le but principal de la réforme — que la concurrence ressuscitera et que le mécanisme des prix retrouvera son automatisme de jadis.

Mais, simultanément, l'Etat doit recueillir les victimes de son propre système (secours de chômage, assistance, etc...), mais elles, seulement et non celles qui supportent le poids de leurs propres fautes. Ainsi, il doit secourir le chômeur involontaire, mais non l'ouvrier qui refuse de travailler.

Cependant, tout ce qui est spécifiquement économique sera respecté. L'Etat n'interviendra que dans le cadre des lois économiques, en vue d'amé-

liorer le fonctionnement des rouages du système individualiste.

« Soit une crise qui vient à éclater, dit M. Louis Baudin, l'anarchiste laisse faire, le socialiste ré- siste, il invite les syndicats à s'opposer à la baisse des salaires et crée ainsi un chômage qui prolonge la période de dépression, le néo-libéral ou réactionniste averti sait qu'il existe une loi du rythme et s'efforce d'en palier les effets, sans se heurter à elle ; dans ce but, il tente d'assouplir toutes les activités économiques pour les modeler sur le rythme lui-même, il obtient ainsi une stabilisation non des divers éléments en valeur absolue, puisque la loi économique ne le permet pas, mais des rapports entre ces éléments. Le rythme est respecté, mais il est rendu inoffensif. Par exemple, le salaire nominal n'est pas maintenu, ce qui, en temps de dépression, met les entreprises en difficulté, mais il est abaissé dans la même proportion que le coût de la vie, de manière à éviter toute variation du salaire réel. » (2)

Tel qu'il a été précisé, le néo-libéralisme peut être défini comme un « libéralisme dirigé ». Il trouvera sa place dans les doctrines économiques entre l'individualisme, le corporatisme et le socialisme. Il se distingue des deux premières doctrines par

(2) L. Baudin. Evolution de l'Economie française, Conférence, in « L'organisation économique actuelle », Revue, 1941.

« ce fait que le dirigeant est l'Etat, de la dernière
« par le maintien du mécanisme des prix. » (3)

*
**

Le néo-libéralisme se conforme-t-il à l'éthique
du libéralisme ?

Le principe essentiel éthico-social du libéralisme, son idéal, se résumerait, selon M. Knight, dans le fait que « toutes les relations entre hommes doivent idéalement reposer sur un libre consentement et non sur la coercition, soit de la part des autres individus, soit de la part de la société telle qu'elle est politiquement organisée ». (4)

Vu sous cet aspect, le libre consentement mutuel des individus apparaît comme l'axiome fondamental du libéralisme. A ceci s'ajoute un autre principe non moins important selon M. Knight, savoir l'axiome du dualisme moral: « les affaires contre la charité » (« business versus charity ») ou, en d'autres termes, les transactions doivent s'effectuer, soumises à des normes objectives, exemptes de toutes considérations de sentimentalité, même de nature religieuse, car dans l'éthique du libé-

(3) Louis Baudin. Evolution de l'Economie française. Conférence, in « L'organisation économique actuelle », Revue, 1941.

(4) F.-H. Knight. The Ethics of Liberalism, in « *Economica* », Revue, 1939.

ralisme, il est considéré comme moralement légitime et même tout à fait vertueux de désirer augmenter ses revenus au maximum. Dans le dogme idéal du libéralisme, le « laisser-faire » ne serait que le stimulant détourné de l'accroissement de la capacité productive des individus, en leur accordant précisément la possibilité d'employer leurs propres ressources de la manière qui leur plaît pour satisfaire leurs besoins.

Le but de l'action, sous toutes ces multiples formes politiques, économique, etc..., est, dans un pur catéchisme libéral, ce que l'individu désire, s'efforce de faire, d'obtenir ou d'être.

La liberté, l'absence de contrainte, soit de la part de l'Etat, soit des autres individus, apparaît comme le corollaire des prémisses morales ci-dessus posées. L'individu devient dans l'éthique libérale le meilleur juge de ses fins et des moyens propres à les obtenir. Il est même meilleur juge que le gouvernement de son pays, inapte à discerner ses mobiles intimes ou ses buts éloignés.

En ce qui concerne maintenant le néo-libéralisme, celui-ci ne nie pas la ressemblance, voire l'identité des postulats de base : liberté contractuelle, capacité productive, but d'entreprise.

Des vues divergentes apparaissent toutefois entre les deux doctrines.

Le libéralisme ne tient aucun compte de l'inégalité dans la position économique des parties. La liberté pour lui c'est la liberté d'employer le pou-

voir. L'individu peut en posséder beaucoup ou pas du tout et être quand même libre. Le néo-libéral, sans vouloir instaurer une égalité économique contractuelle — utopie d'autres systèmes — s'inquiète cependant de l'impuissance du faible devant la pression du fort et préconise l'intervention légale dans les débats des parties. Celle-ci prend une forme positive et, de plus, est entourée d'une sorte de halo de justice réparatrice.

Par contre, dans la conception libérale, « la seule fonction de l'Etat est d'employer la contrainte négativement, pour empêcher l'emploi de la contrainte par des individus ou des groupes envers d'autres individus ou d'autres groupes ». (5)

D'ailleurs, les néo-libéraux pensent diriger l'économie sans empiéter sur les autres domaines d'activité. Vue fausse, selon les libéraux classiques. Pour ceux-ci la liberté doit être intégrale, sans aucune immixtion quelconque dans quelque domaine que ce soit. La liberté est une ou elle n'est pas.

Comme on a pu remarquer, la conception morale du néo-libéralisme apparaît à la lecture de ces lignes : conformité « grosso modo » des conceptions morales du néo-libéralisme et de l'éthique libérale, mais non pas identité ; le même fondement, mais édifice plus riche de la conception morale néo-li-

(5) G.-H. Knight. Article cité.

bérale, car plus humaine, telle est la conclusion qui se dégage de cette brève confrontation.

*
**

Pour finir notre exposé sur le néo-libéralisme, il nous paraît indispensable de le compléter par l'agenda du néo-libéralisme, tel que les néo-libéraux l'ont élaboré dans le cadre du Colloque Walter Lippmann. Voici en quoi il consiste :

1° — Le libéralisme économique admet comme postulat fondamental que seul le mécanisme des prix, fonctionnant sur des marchés libres, permet d'obtenir une organisation de la production et de conduire à la satisfaction maxima, les désirs des hommes, tels que ceux-ci les éprouvent réellement et non tels qu'une autorité centrale prétend les établir en leur nom.

2° — Mais les positions d'équilibre qui s'établissent sur les marchés sont affectées, et peuvent être déterminées d'une manière décisive par les lois sur la propriété, les contrats, les groupements, associations et personnes morales ou collectives, les brevets d'invention, la faillite, la monnaie, les banques et le système fiscal.

Comme ces lois sont la création de l'Etat, c'est à l'Etat qu'incombe la responsabilité de déterminer le régime juridique qui sert de cadre au libre développement des activités économiques.

3° — Le libéralisme politique tient pour un postulat essentiel que le régime juridique doit être décidé en vertu d'une procédure pré-établie impliquant l'élaboration de la loi au cours d'un débat représentatif. Les solutions appliquées à des cas particuliers doivent résulter de normes générales, elles-mêmes préalablement établies.

4° La détermination du régime légal constitue la méthode libérale de contrôle social. L'objectif du régime juridique est d'assurer le maximum d'utilité de la production sous les réserves que peuvent déterminer d'autres fins sociales. Ces fins doivent être choisies par la procédure démocratique et si elles ne tendent pas au maximum d'utilité, le système libéral exige que le choix d'autres fins soit conscient.

5° — L'organisation de la production d'après les principes libéraux n'exclut pas l'affectation à des fins d'ordre collectif d'une partie du revenu national, distraite de la consommation individuelle. Un Etat libéral peut et doit percevoir par l'impôt une partie du revenu national et en consacrer le montant au financement collectif de :

- a) la défense nationale,
- b) les assurances sociales,
- c) les services sociaux,
- d) l'enseignement,
- e) la recherche scientifique.

6° — Ainsi donc, quoique le libéralisme ait pour postulat fondamental la régularisation de la production par le mécanisme des prix sur le marché, le régime que nous souhaitons reconnait :

A) que les prix du marché sont affectés par le régime de la propriété et des contrats,

B) que l'utilité maxima est un bien social, mais n'est pas nécessairement le seul qui doive être recherché,

C) que, même lorsque la production est régie par le mécanisme des prix, les sacrifices qu'implique le fonctionnement du système peuvent être mis à la charge de la collectivité. En ce cas, le transfert doit être fait, non pas par des méthodes indirectes, mais en pleine lumière, et le sacrifice demandé à la collectivité doit être expressément et consciemment consenti.

L'intervention, en ce cas, doit agir sur les causes de la situation que l'on veut corriger, et non donner à l'Etat le moyen de modifier arbitrairement les situations individuelles.

*
**

Après une courte esquisse de la doctrine classique, dans la première partie de notre étude, nous exposerons dans la deuxième partie les points faibles du libéralisme, dans la troisième les points forts de celui-ci, pour finir dans la quatrième par une brève analyse de la critique néo-libérale.

PREMIÈRE PARTIE

Les Caractéristiques de l'Économie Classique

CHAPITRE PREMIER

LES CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCONOMIE CLASSIQUE

Avant d'aborder la partie principale de cette étude, il est nécessaire de présenter l'accusé : le libéralisme classique, tel qu'il ressort du jeu de ses trois éléments de base : l'intérêt personnel, la concurrence et le mécanisme des prix.

L'INTÉRÊT PERSONNEL

L'homme est mû par l'intérêt personnel : cela veut dire qu'il cherche le maximum de rendement avec le minimum d'effort. Dans sa marche vers le profit, il s'ingénie à discerner les désirs des autres, et, si possible, à les faire naître, pour leur donner, par son activité, entière satisfaction.

Toute notre vie économique est réglée par ce principe. L'ouvrier se dirige vers les régions où les salaires sont élevés, c'est-à-dire où la main-d'œuvre

est insuffisante. Le capital est attiré là où l'intérêt offert est élevé, c'est-à-dire où il y a manque d'argent. L'entrepreneur ira là où son activité, ses idées, sa puissance d'organisation peuvent lui procurer les plus larges profits, c'est-à-dire là où les bons entrepreneurs sont le moins nombreux.

En un mot, l'intérêt personnel de chaque individu le pousse à orienter son activité dans la direction qui lui donnera la plus forte rémunération.

Or, comme les autres hommes consentiront à payer leurs services et leurs produits d'autant plus chers que ceux-ci leur seront plus nécessaires, chaque travailleur s'ingéniera à satisfaire les désirs des autres individus. En conséquence, plus l'homme sera mû par son intérêt, plus il sera incité à satisfaire le besoin social.

Cette juxtaposition des efforts individuels réalise spontanément ce qu'on appelle l'harmonie sociale.

LA CONCURRENCE

Cependant, le producteur, toujours mené par son intérêt personnel, cherche à maintenir la situation acquise, c'est-à-dire à créer un Monopole. S'il était seul, il pourrait très bien y arriver, mais comme il vit dans une grande société, d'autres individus seront attirés vers la même branche de production par l'espoir de toucher aussi de gros profits en

fabriquant les mêmes objets demandés. C'est ainsi que surgit la concurrence. C'est à ce moment que le problème devient social. C'est la concurrence entre les consommateurs qui les oblige à payer un prix suffisant pour déterminer les producteurs à alimenter d'une manière constante le marché et c'est la concurrence entre les producteurs qui oblige chacun d'eux à vendre le moins cher, et à des prix, s'il se peut, plus bas que les autres. Le grand gagnant de la lutte est le consommateur dont la situation se trouve améliorée.

Bastiat a brillamment exposé cette thèse :

« Ainsi, l'intérêt personnel est cette indomptable force individualiste qui nous fait rechercher le progrès, qui nous y pousse, l'aiguillon dans les flancs, mais qui nous pousse aussi à le monopoliser. La concurrence est cette force humanitaire non moins indomptable, qui arrache le progrès, à mesure qu'il se réalise, des mains de l'individu pour en faire l'héritage de la grande famille humaine. Ces deux forces qu'on peut critiquer quand on les considère isolément, constituent, dans leur ensemble, par le jeu de leur combinaison, l'Harmonie Sociale. » (1)

Telle qu'elle a été décrite, la concurrence est d'une triple importance. C'est à la fois un facteur

(1) Bastiat : « Harmonies économiques », p. 355-356.

d'équilibre, un facteur de progrès, un facteur de plasticité. (2)

1) *Un facteur d'équilibre*, puisqu'elle réalise l'égalité entre les quantités offertes et les quantités demandées, tant pour les producteurs que pour les consommateurs.

2) *Un facteur de progrès*, puisqu'elle est un stimulant technique et économique. Elle est un correctif à la tendance constante qu'a tout organisme à s'engourdir et à devenir routinier. C'est d'ailleurs ici que réside la cause de la supériorité des entreprises privées sur les entreprises publiques, lesquelles, à cause de la négligence, de la paperasserie, de la complexité des rouages, et faute de cet aiguillon qu'est la concurrence, risquent de s'endormir dans ces vices.

La concurrence est la condition nécessaire à la bonne marche et à la prospérité d'une entreprise. Empêcher la concurrence, cela veut dire, d'une part entraver le développement des affaires prospères et qui prouvent une bonne direction, et d'autre part, soutenir et protéger celles que la médiocrité de leur direction et l'emploi de méthodes surannées font périlcliter. Empêcher la concurrence, c'est donc arrêter le progrès.

(2) G. Pirou. « Néo-libéralisme, néo-corporatisme, néo-socialisme », p. 14.

3) Enfin, la concurrence est *un facteur de plasticité*, puisqu'elle donne la souplesse nécessaire à l'organisation économique. Quand les besoins et les goûts de la population changent, c'est la concurrence qui amène les producteurs — mus par leurs intérêts — à se détourner des productions périmées et à s'orienter vers celles à rendement rémunérateur.

LE MÉCANISME DES PRIX

Le mécanisme des prix permet de comprendre par quel merveilleux fonctionnement la vie économique s'organise d'elle-même. C'est grâce à lui que l'intérêt personnel et la concurrence aboutissent à un équilibre automatique. Si, à un moment donné, une marchandise est rare, son prix hausse, et l'appât de grands profits ne manquera pas de déterminer l'afflux de nouveaux producteurs. La fabrication de la marchandise continuera jusqu'au jour où la production, dépassant la consommation, les prix commenceront à baisser. La baisse continuera jusqu'au jour où le prix de vente ne couvrira plus le prix de revient des entreprises les moins bien placées. Quand une ou plusieurs entreprises se plaignent de ne pouvoir écouler leurs produits sans pertes, cela veut dire, simplement, que certains prix ne sont plus en rapport avec l'état du marché. Pourtant, le libre jeu de la concurrence que nous décri-

vions plus haut, ne tardera pas à ramener ces prix à un niveau tel, que l'équilibre se rétablit entre la production et la consommation convenablement rémunérée. Ce qui est vrai, c'est que le retour à l'équilibre se produit quelquefois par des secousses violentes, des crises au cours desquelles certaines maisons, certaines entreprises — les plus mal loties — sont obligées d'arrêter leur fabrication. C'est alors que la production diminue et l'équilibre troublé, se rétablit aussitôt.

Nous devons ajouter que la spéculation joue, à ce point de vue, un rôle singulièrement utile. « Le « spéculateur, c'est le négociant dont l'objectif « principal est de profiter des différences des cours, « en achetant aux moments et aux endroits où une « marchandise peut être obtenue à bas prix, pour « vendre à ceux où elle est chère. » (3)

La spéculation aboutit donc à un nivellement des prix. Le spéculateur accroîtra la demande quand elle est trop basse et augmentera l'offre quand il constate une augmentation injustifiée des prix. Cette action est profitable au public à deux points de vue :

1) parce qu'elle dirige les marchandises sur les points où elles sont le plus demandées, en empêchant l'effondrement des cours ;

(3) C. Colson, « Organismes économiques et désordre social », p. 106.

2) parce que, par des ventes à découvert, elle empêche les hausses exagérées.

De la sorte, une chose est certaine, c'est que la généralité des prix ne restera jamais, pendant un temps appréciable, à un niveau supérieur ou inférieur à celui qui répond au niveau d'équilibre.

« On a comparé, avec raison, ce niveau à celui
« de l'Océan, sans cesse agité par les marées et les
« vents. Le calcul permet de déterminer exactement
« la position que la surface des mers doit prendre
« à chaque instant sous l'action du soleil et de la
« lune ; mais dans la réalité, cette surface ne revêt
« point la forme simple que le calcul indiquerait ;
« les vents y produisent tantôt des rides à peine per-
« ceptibles, tantôt des vagues énormes ; chacune
« des gouttes d'eau qui la composent monte et des-
« cend sans cesse et bien peu d'entre elles sont, à
« un instant donné, juste au niveau déterminé par
« la théorie. Seulement, c'est autour de ce niveau
« que toutes oscillent ; c'est lui qui détermine, sauf
« un écart relativement faible, jusqu'où les eaux
« s'avanceront sur la grève ; rien au monde ne peut
« faire ni que la surface entière de l'Océan monte
« au-dessus ou descende au-dessous de lui, ni que
« les écarts locaux constatés à un instant donné, se
« perpétuent. » (4)

(4) C. Colson. Op. cité, p. 88.

Le fonctionnement du régulateur constitué par le mécanisme des prix se produit généralement sans choc et sans à-coup — sauf en temps de bouleversements profonds — parce que, dans le système de l'économie classique, il n'y a pas d'action de masse. L'individu n'est guidé que par son intérêt personnel. Il se dirige là où il trouve le maximum de bénéfice ; s'il se trompe, il est puni. Il abandonnera alors cette branche de production pour en chercher une plus favorable. Cela veut dire qu'il quitte l'emploi où se trouve une surproduction pour se diriger là où le manque de marchandises et de services se fait sentir. Par son action, il satisfait à la fois son intérêt personnel et celui de la société, c'est ce qui fait d'ailleurs la caractéristique de l'économie classique.

DEUXIÈME PARTIE

Les Points Faibles du Libéralisme

CHAPITRE PREMIER

LE DÉCLIN DU LIBÉRALISME

Avec le xx^e siècle et surtout après la grande guerre de 1914-1918, le même système merveilleux qui, au cours du xix^e siècle, engendrait par son fonctionnement automatique, l'ordre et l'équilibre, nous apporte cette fois le désordre et le déséquilibre.

Dans le cadre national, les paysans ne réussirent plus à vendre leurs récoltes, les producteurs leurs marchandises, et surtout le chômage permanent augmente d'une telle manière le nombre des sans travail, qu'il devient une véritable calamité pour les gouvernements.

Dans le cadre international, les Etats suspendent le paiement de leurs dettes étrangères, et la convertibilité de leur monnaie devenant complètement illusoire, la méfiance règne dans les rapports internationaux.

Au cours de cette période, l'économie du monde entier est devenue un immense chaos ; la souffrance des hommes se fait de plus en plus sentir,

le désespoir et la ruine sont les nouveaux résultats de l'ancien ordre libéral.

Pourquoi cette différence entre le libéralisme du xix^e siècle et celui du xx^e ? C'est là le problème qui sera développé dans ce chapitre.

I. — L'ACTION DE MASSE REMPLACE L'ACTION INDIVIDUELLE

Une des caractéristiques de notre époque est celle de la substitution peu à peu d'une mentalité collective à l'appréciation individuelle. L'individu étant soumis sans cesse et sans même qu'il s'en aperçoive, à cette mentalité, tend à se fondre dans la masse de ses concitoyens. Le développement de l'instruction obligatoire par laquelle la pensée du maître dirige celle de tous les élèves pendant de longues années, la T. S. F., qui exerce une influence extraordinaire sur les individus du monde entier, la réclame qui détermine et change les besoins de consommation et les goûts personnels, tout cela a été d'une importance décisive dans le changement et la déformation de l'appréciation individuelle, ainsi que « l'homme n'arrive plus à alimenter lui-même son esprit, il en perd l'habitude, il ignore l'opinion qu'il a sur les gens et les choses tant que son jugement ne la lui a pas indiquée, il est réceptif et ne sait plus être créateur ». (1)

(1) L. Baudin. « Le mécanisme des prix », p. 7 et 8.

Dans notre vie économique, pour nous rendre compte réellement des effets engendrés par ce changement de mentalité, prenons l'exemple de la spéculation.

Autrefois, les spéculateurs étaient rares. Ils s'étaient spécialisés dans ce métier tandis que la masse restait dans une inertie quasi parfaite.

Aujourd'hui, grâce au développement des informations par la T. S. F. et les journaux, à la facilité des moyens de communication, à la concentration dans les villes, tous les hommes sont informés à peu près de la même façon ; la masse est dynamique, elle spécule.

Affirmer que la masse spécule, cela signifie que la théorie de la stabilité des marchés et de l'adaptation de la production à la consommation est renversée. En d'autres termes, la généralisation de la spéculation porte atteinte à la théorie libérale. Comme on vient en effet de le dire (2), le rôle du spéculateur dans l'économie classique est d'adapter la production à la consommation, d'atténuer les variations de prix en apportant de la sorte l'équilibre sur le marché. Les spéculateurs sont donc bienfaisants. Ils sont récompensés s'ils ont bien joué, cela veut dire s'ils ont atténué les variations du marché ; ils sont punis s'ils ont mal joué, cela veut dire s'ils ont causé des excès de variation dans un sens ou dans l'autre.

(2) Voir page 26.

Comme on a pu le remarquer, la théorie libérale suppose une masse de non-speculateurs, — c'était d'ailleurs le cas au XIX^e siècle, la masse étant dans l'impossibilité de l'être faute d'information et de moyens — et quelques spécialistes de la speculation.

Supposons maintenant le cas du XX^e siècle, quand la masse spéculé. Soit un léger mouvement de hausse, la masse le constate et croit à sa durée. Elle prend tout de suite la décision d'accélérer ses achats pour ne pas avoir à acheter plus cher plus tard. En même temps, elle ralentit ses ventes dans l'espoir de mieux vendre dans l'avenir. Résultat : les prix vont augmenter — si le total des produits ou des services à vendre ne s'est pas modifié. La hausse appelle la hausse et l'équilibre entre vendeurs et acheteurs se trouvera ainsi rompu. Tout cela doit s'arrêter un jour. Et le jour où cela s'arrête, le processus inverse commence. Et plus la prospérité aura été éclatante, plus le désastre sera effroyable.

Le fait qui doit être retenu est celui que dans cet état de chose, les prix ne sont plus stables, ils oscillent constamment, ils sont dans un continuel remous.

La différence entre la théorie classique et celle qu'on vient d'exposer ici, est que, dans le premier cas, celui de l'économie classique, la masse est un régulateur, un amortisseur, tandis que dans le se-

cond, celui de l'économie actuelle, elle est un amplificateur, un résonnateur. (3)

On n'achète pas aujourd'hui conformément aux enseignements de l'économie classique, au moindre prix, mais à un prix qu'on croit le meilleur parce que les besoins ne sont pas encore nés et que les prix ne sont pas encore en hausse.

« La théorie libérale est fondée sur une inertie
« nécessaire des masses, sur leur inconscience. El-
« les achètent quand elles ont besoin ; elles vendent
« quand elles ont produit. Mais elles ne détermi-
« nent pas leur décision d'aujourd'hui sur ce que
« sera demain. A partir du moment où elles se po-
« sent la question, toute la stabilité des prix est je-
« tée par terre.

« Tel est, à mon avis, le fait le plus important
« des dernières cinquante années. Tant que la spé-
« culation a été limitée, on a vu des crises partiel-
« les sur tel ou tel domaine, que la spéculation —
« une spéculation plus large que celle des profes-
« sionnels — avait envahi. C'était les chemins de
« fer ; c'était l'Amérique du Nord ; c'était les mines
« d'or ; c'était l'électricité. Et ces crises partielles
« ne se muaient en crises générales que par le jeu
« de la solidarité des Bourses et des Banques, par
« la panique qu'entraînaient certaines faillites. Au-
« jourd'hui, au contraire, la spéculation porte sur

(3) A. Detœuf. « La Crise du Capitalisme ». Revue « X crise », 1936.

« tout, sur la peinture comme sur le blé, sur les
« livres illustrés comme sur les machines électri-
« ques, sur la valeur de la monnaie, comme sur
« l'action industrielle. » (4)

Si la spéculation vient de s'élargir et de progresser davantage encore ces derniers temps, c'est surtout à cause de deux grands faits :

— le premier, c'est la *multiplication des valeurs mobilières* de toutes sortes ;

— le second, c'est la *dévalorisation des monnaies nationales*.

« La valeur mobilière a appris aux hommes à
« spéculer. La dévalorisation des monnaies les a
« obligés à spéculer. » (5)

En conclusion, aujourd'hui n'ayant plus devant nous des individus, mais une foule, la loi classique de l'offre et de la demande se voit atteinte dans son fonctionnement automatique.

II. — LA SOCIÉTÉ ANONYME REMPLACE L'INDIVIDU DANS LA PRODUCTION

Un des faits les plus intéressants qu'on remarque aujourd'hui, est que la Société anonyme a pris la place de l'individu dans la production. C'est elle l'élément de force du grand essor industriel.

(4) A. Detœuf, art. cité.

(5) A. Detœuf, art. cité.

« J'affirme, en pesant toutes mes paroles,
« écrit M. Nicolas Murray Butler, qu'à mon avis,
« la société par actions est la plus grande décou-
« verte des temps modernes, à en juger d'après ses
« effets sociaux, moraux, ainsi que par les consé-
« quences politiques que nous saurons en tirer une
« fois que nous l'aurons comprise et saurons nous
« en servir. La vapeur et l'électricité elle-même,
« sont moins importantes que la Société anonyme.
« Sans elle, elles se trouveraient réduites à une re-
« lative impuissance. » (6)

C'est une vérité indéniable. Si la Société anonyme n'existait pas, le système industriel tel que nous le connaissons, ne pourrait pas exister, et n'aurait jamais pu se développer. C'est pourquoi, M. Walter Lippmann croit qu'on ferait bien de ne plus parler du « régime capitaliste », mais du « régime des sociétés anonymes ».

Mais, si la Société anonyme a de grandes qualités, certains néo-libéraux l'accusent d'avoir profondément faussé les lois libérales.

La théorie libérale suppose dans l'ensemble les hommes défendant leurs propres intérêts et gérant leurs propres affaires. C'était le cas au XIX^e siècle. Aujourd'hui, — sauf dans les cas limités à la petite culture, à l'artisanat, au petit commerce, — tout a changé. Le développement de la société ano-

(6) « Why should we change our form of government », cité par Walter Lippmann, dans « La Cité Libre », p. 32.

nyine a séparé la propriété du capital de la gestion de l'entreprise. C'est ce qu'on lui reproche.

Quels sont les effets de la dissociation de la propriété et de la gestion d'une entreprise ?

Premièrement, il y a une différence considérable entre l'homme qui gère sa propre entreprise, et le propriétaire d'actions de diverses sociétés. L'homme qui gère sa propre entreprise est mû par l'intérêt personnel, tel que la doctrine classique le conçoit. Il développera son entreprise, s'il croit vraiment que ses bénéfices augmenteront ; il l'abandonnera, si elle lui apporte des pertes et s'il est sûr qu'elle continuera à lui en apporter.

Le propriétaire d'actions, au contraire, ne se sent nullement lié à l'entreprise à laquelle il participe. Du jour au lendemain, avec une grande facilité, il pourra céder ses actions, peut-être même à son concurrent. Il se préoccupe beaucoup plus de la montée ou de la baisse immédiate des cours que de la rémunérabilité dans le temps. C'est pourquoi il investira volontiers pendant les périodes optimistes, même si l'investissement est inutile, mais seulement pour la raison que l'augmentation de capital fait hausser les cours. Il refusera d'investir durant les périodes de crise, même si l'investissement est indispensable, mais seulement parce que l'augmentation de capital fait baisser les cours. (7)

(7) A. Detœuf, art. cité.

Ces faits s'accroîtront davantage quand les administrateurs des sociétés deviendront des banquiers, pratique assez souvent rencontrée dans ces derniers temps. Dans ce cas, ils pourront agir sur une plus grande échelle, poursuivant quelquefois des gains formidables, et cela au détriment des actionnaires. « Loin de garder, écrit M. B. Lavergne, « en leur possession, leur vie durant, les mêmes entreprises, d'unir leur sort aux leurs, ces banquiers, administrateurs de firmes industrielles, « s'emparent de telle ou telle entreprise en acquérant la majorité des actions, puis se désintéressent tout à fait de l'affaire quand ils ont trouvé « occasion de valoriser le titre en bourse et de vendre à bon prix leurs paquets d'actions. » (8)

Comme on peut très bien le remarquer, il y a une différence capitale entre la mentalité et les préoccupations du propriétaire d'actions et celle de l'homme qui gère sa propre entreprise.

Deuxièmement, parce que la société anonyme a permis aux administrateurs, par différents artifices, de dépouiller les actionnaires de la partie la plus substantielle de leurs bénéfices.

Quel est le but visé par les administrateurs ?

Celui d'agrandir certaines sociétés, même au delà de leur véritable valeur économique. Par cette

(8) B. Lavergne. « Essor et Décadence du Capitalisme », p. 61.

pratique d'auto-financement des sociétés anonymes, les administrateurs aboutissent :

a) à soustraire les capitaux à la loi de la liberté des marchés et au jeu de la concurrence ;

b) à la création, à l'aide de l'intégration, d'ententes, de congrégations économiques, de monopoles et de trusts, qui, à leur tour, suppriment la liberté des marchés et la concurrence.

Les inconvénients sont arrivés au maximum par le développement des *sociétés holding*, c'est-à-dire des sociétés qui contrôlent d'autres sociétés. C'est là une innovation extrêmement suspecte, surtout parce qu'à l'aide de ces sociétés, de vrais empires industriels sont créés. On prend souvent à tort leur dimension pour le signe de leur succès économique, mais en réalité ils souffrent des vices inhérents à toute économie dirigée. C'est ainsi qu'à l'intérieur de ces empires, le mécanisme des prix ne fonctionne pas. C'est la direction supérieure et non pas le marché libre qui fixe les prix auxquels les entreprises qui en font partie se livrent les marchandises. On peut, sans difficulté, constater que les grandes affaires de cette nature sont complètement incompatibles avec les principes de l'économie classique. Et, en fait, dit M. Walter Lippmann, « elles sont la forme que prend le collectivisme chez les gens d'affaires » (9). Ce « collectivisme d'affaires »

(9) W. Lippmann, *op. cit.*, p. 253.

fares » est d'autant plus dangereux qu'il peut facilement se muer en « collectivisme politique ». « De « même que la Compagnie des Indes est devenue « le gouvernement de l'Inde, de même les trusts « géants, si on les laisse continuer, deviendront des « départements du gouvernement. » (10)

C'est pour ces raisons que les néo-libéraux considèrent la Société anonyme comme une institution assez dangereuse et même nuisible aux principes de l'économie classique.

III. — LA CONCENTRATION INDUSTRIELLE ET SES CONSÉQUENCES ANTI-LIBÉRALES

Considérant historiquement l'évolution de la concentration industrielle, on constate que l'individu, vers la fin du XIX^e siècle, a dû céder la place à la société anonyme. Aujourd'hui, dans toute une partie de la grande production, la société anonyme cède la place aux ententes économiques, qui sont, comme on a l'habitude de le dire, des « sociétés de sociétés ».

Or, les néo-libéraux soutiennent que ces ententes économiques ont comme effet de détruire les lois du libéralisme classique. Ainsi, la concentration des entreprises oppose un grand obstacle au fonction-

(10) W. Lippmann, *op. cit.*, p. 263.

nement normal de la concurrence. Pour que la concurrence puisse jouer normalement, deux conditions doivent être remplies. Il faut :

Premièrement, que le nombre des entreprises concurrentes soit suffisamment grand par rapport aux marchés ; (11)

Deuxièmement, que la sélection industrielle se produise de façon rigoureuse, de manière qu'en temps de surproduction, les entreprises les moins puissantes disparaissent pour céder la place aux plus fortes, et aux mieux constituées.

Dans les circonstances actuelles, la première de ces conditions n'est plus respectée. Les entreprises s'orientent de plus en plus vers l'augmentation et la concentration, donc leur nombre diminue. En même temps, la production augmente à son tour, mais cette fois elle s'écoule sur des marchés de plus en plus restreints. « C'est là, écrit M. L. Marlio, le « drame de l'économie moderne. » (12)

Le XIX^e siècle est caractérisé par une extension générale des marchés. Cette extension s'est trouvée facilitée d'abord par la politique douanière libre-échangiste ou modérément protectionniste, pratiquée par la plupart des Etats de cette époque, en-

(11) Cependant une très forte concurrence peut exister entre les membres d'un petit groupe d'entreprises, quand ceux-ci sont animés d'un esprit combatif, par exemple l'industrie du pneu aux Etats-Unis.

(12) L. Marlio. « Le sort du Capitalisme », p. 74.

suite par le développement rapide de la richesse en Europe.

Avec le xx^e siècle et surtout depuis la première grande guerre, nous assistons au mouvement contraire. Les frontières des Etats se hérissent de barrières douanières infranchissables, tandis que la richesse — c'est-à-dire le pouvoir d'achat mondial — a considérablement diminué. De là résulte cette conséquence néfaste ; la disparition progressive des grands marchés.

En ce qui concerne la deuxième condition, elle non plus ne se réalise plus.

Et en effet, la théorie classique suppose — quand il y a surproduction dans un domaine — que les prix baissent, que la marge bénéficiaire disparaît et que les moins bien organisés, ceux dont les prix de revient sont les plus élevés, ne pouvant plus résister, doivent finir par être éliminés. C'est d'ailleurs une chose très logique que les hommes n'investissent plus de capitaux dans une entreprise non rémunératrice. Dès lors, les bénéfices recommenceront à apparaître au fur et à mesure que la surproduction diminuera.

Cette théorie a été exacte pour le xix^e siècle, et elle le serait encore maintenant à condition que tous les biens de l'entreprise soient meubles et vendables à un prix voisin du prix de revient. Mais aujourd'hui, la technique a accru sans cesse les immobilisations. Quand il y a surproduction, la valeur d'échange des machines ou de toute sorte d'im-

mobilisation est presque nulle. La liquidation de l'entreprise se traduit donc par la perte de la presque totalité de son actif. Entre la certitude de perdre immédiatement 50 à 80 % de son capital et la probabilité de subir annuellement une perte de 5 à 10 % par la vente des produits à un prix inférieur au prix de revient, on n'hésitera pas. L'entreprise déficitaire ira jusqu'à l'épuisement de sa trésorerie, épuisement qui, s'il n'est pas immédiat, aura lieu en 5 ou 10 années, cela dépend de sa résistance. Pendant ce temps, l'entreprise continuera à produire, mais, travaillant en série, elle est dominée par une nécessité d'ordre technique dont le caractère est quasi absolu. Cette nécessité est de maintenir la cadence constante de fabrication.

A l'inverse de ce qui se passe pour le petit producteur, qui peut facilement s'organiser en fonction des commandes qu'il reçoit, la grande usine moderne est obligée de maintenir son débit, même si les commandes viennent à se ralentir, sinon ses prix de revient haussent dans une proportion catastrophique. Par ce fait, le marché ne peut se dégager et l'adaptation de la production ne peut pas se réaliser.

Plus encore, pour triompher de ses concurrents, l'entreprise, menacée dans son existence, luttera autant qu'elle pourra.

Deux moyens se présentent à elle :

1° ou abaisser son prix de revient, en étalant

ses frais fixes sur un plus grand nombre de produits, donc augmenter sa production, ce qui accroît d'autant plus l'encombrement du marché ;

2° ou, ce qui arrive le plus souvent, *vendre à perte*, dans l'attente de jours meilleurs, désorganisant ainsi le marché, ce qui est encore plus grave.

Cependant, il y a des cas où l'entreprise est soutenue sur la voie de l'encombrement du marché par l'Etat même.

Supposons qu'une grande usine se voie obligée de déposer son bilan parce que son prix de revient est excessif, et de la sorte, de licencier ses 25.000 ouvriers.

A cela, l'économiste libéral nous répondrait que c'est très juste, étant donné que la règle de la concurrence l'exige. Sa devise est « périr ou être grands ». Ce dilemme le réjouit d'ailleurs, puisqu'il est un élément de progrès économique et une garantie pour le consommateur.

Toutefois, la réalité n'est pas conforme à la théorie libérale. L'opinion publique, les Syndicats Ouvriers, les Parlementaires ne peuvent pas accepter que 25.000 ouvriers soient licenciés en une seule fois et au même endroit. C'est alors qu'on demandera au Gouvernement de faire à l'entreprise en difficulté, une remise d'impôt, on supprimera l'intérêt de ses obligations, on annulera ses dettes vis-à-vis de ses fournisseurs, on lui donnera des commandes, on relèvera ses prix de vente et on deman-

dera peut-être même que l'Etat assume la gestion de l'entreprise malade.

Finalement, l'entreprise continuera à produire avec un prix de revient d'autant meilleur que la compression des charges sociales aura été plus énergique. Et si c'est l'Etat qui exploite l'entreprise, la lutte pourra continuer assez longtemps.

En conclusion, dans l'état actuel des choses, la sélection industrielle ne jouera qu'avec de grandes difficultés et avec un grand retard. (13)

(13) L. Marlio, op. cité, p. 80.

CHAPITRE II

I. — LA DOCTRINE DU « LAISSER-FAIRE, LAISSER-PASSER » ET SON INFLUENCE NÉFASTE SUR LE LIBÉRALISME

D'après les auteurs néo-libéraux, la principale cause du déclin du libéralisme doit être cherchée dans l'influence néfaste de la doctrine du « laisser-faire, laisser-passer ». Cette doctrine, énoncée pour la première fois au XVIII^e siècle, par Gournay, fut au commencement de son existence, une doctrine interventionniste, audacieuse et révolutionnaire. Elle avait pour but d'abolir toutes les contraintes et toutes les restrictions des corporations et des douanes intérieures qui entravaient la création et la circulation des richesses et le développement de la division du travail.

La doctrine du « laisser-faire, laisser-passé » était donc une doctrine de destruction indispensable à tout mouvement révolutionnaire, mais rien de plus. Elle ne pouvait donc plus guider la politique des Etats après l'abolition de l'ancien ordre.

Mais, après avoir eu gain de cause sur l'économie corporative, les idées dynamiques qui avaient porté le libéralisme au pouvoir, se transformèrent par un non-sens, en une doctrine de pure passivité basée sur un optimisme métaphysique.

C'est ainsi qu'au XIX^e siècle, les libéraux de l'Ecole de Manchester, reprenant la théorie du « laisser-faire, laisser-passer », commencèrent à écrire des ouvrages dans lesquels ils s'efforcèrent de démontrer qu'il y avait deux domaines d'activité humaine : l'un soumis à la loi, l'autre le domaine économique, échappant à toute réglementation juridique.

Cette conception est basée sur une erreur évidente. L'erreur consiste à admettre que ce dernier domaine est interdit à toute intervention de l'Etat, quand nous savons très bien qu'il est à la fois le résultat d'un ordre naturel spontané et le résultat d'un ordre légal, qui suppose un interventionnisme juridique de la part de l'Etat. C'est un fait que les libéraux de la seconde moitié du XIX^e siècle ne l'ont pas compris ou n'ont pas voulu le comprendre. Ceux-ci, en effet, considéraient les lois anciennes sur la propriété, sur l'héritage, sur les contrats, sur les obligations, sur les garanties, sur les sociétés anonymes, sur la monnaie nécessaire aux échanges de marchandises et de services, comme une sorte de droit naturel possédant pour ainsi dire une valeur surhumaine. En se représentant ce régime juridique, comme s'il était consacré par l'usage et la jurisprudence et non pas par le Parlement, ils devin-

rent les adversaires résolus de toute ingérence de l'Etat en vue de modifier ce droit traditionnel.

En même temps, ils devinrent les apologistes convaincus de tous les abus et de toutes les misères que ce droit contenait. « Ayant admis qu'il n'y existait pas de loi, mais un ordre naturel, venu de Dieu, ils ne pouvaient enseigner que l'adhésion joyeuse ou la résignation stoïque. En fait, ils défendaient un système composé de vestiges juridiques du passé et d'innovations intéressées introduites par les classes de la société les plus fortunées et les plus puissantes.

« De plus, ayant supposé la non-existence d'une loi humaine régissant le droit de propriété, les contrats et les sociétés, ils ne purent naturellement pas s'intéresser si cette loi était bonne ou mauvaise, et si elle pouvait être réformée ou améliorée. C'est à juste titre qu'on s'est moqué du conformisme de ces libéraux. » (1)

M. Walter Lippmann vient de faire avec beaucoup de clarté et de précision, une remarque très importante sur laquelle il convient d'attirer l'attention ; c'est qu'à l'ancien système « composé de vestiges juridiques du passé », sont ajoutées des « innovations intéressées » constituant tout le système des lois capitalistes du XIX^e siècle. C'est pourquoi il ne faut pas croire, comme le font beaucoup de personnes et à tort, que la doctrine du « laisser-

(1) Walter Lippmann, p. 234.

faire, laisser-passer », veut dire tout simplement ne rien faire. Cette conception est foncièrement erronée. Le « laisser-faire, laisser-passer » veut dire agir, mais agir dans le même sens que le droit traditionnel, que les anciens privilégiés, que les anciennes injustices.

C'est pour ces raisons que la confusion, qu'on fait généralement entre libéralisme et anarchisme, est regrettable (2). L'anarchisme répudie toute organisation tandis que le libéralisme n'applique la théorie du « laisser-faire, laisser-passer » que partiellement et dans le sens indiqué.

Cependant, la théorie du « laisser-faire, laisser-passer » reste d'après les auteurs néo-libéraux, le facteur principal qui a fait perdre au libéralisme la sympathie et la confiance des Nations et a déterminé le mouvement progressiste de se tourner vers d'autres doctrines.

(2) Cette confusion est d'autant plus regrettable que depuis ces derniers temps la tendance est en sens inverse : le libéralisme penche plutôt vers l'interventionisme.

CHAPITRE III

LE LIBÉRALISME ET LE COLLECTIVISME

La concentration illimitée des entreprises est-elle ou non, une tendance immanente et naturelle de l'économie même, ou est-ce une tendance extra-économique et, par là, évitable ?

Les collectivistes ont supposé que la tendance à la concentration économique est due au développement de la technique et du machinisme. Donc, le collectivisme est inévitable. C'est pourquoi Marx et ses disciples, jusqu'à la Révolution Russe, étaient persuadés que le capitalisme donnerait nécessairement naissance à des monopoles gigantesques et que le socialisme serait réalisé par la nationalisation de ces Monopoles. L'ordre nouveau devait s'établir à l'intérieur de l'ordre ancien et la dictature du prolétariat devait être, comme l'a dit Marx, « l'accoucheuse d'une société ancienne, grosse d'une société nouvelle ».

Fidèle à cette conception, Lénine avait comme devise : « Sous un gouvernement soviétique, le capitalisme d'Etat constitue les trois-quarts du socia-

lisme » (3) et croyait que la dictature prolétarienne n'aurait qu'à contrôler l'ancienne organisation capitaliste.

Mais les croyances et les espérances des collectivistes ont été deux fois démenties par la réalité.

Premièrement, parce que ce ne sont pas les plus anciennes sociétés capitalistes, comme l'Angleterre, la France, l'Allemagne et les Etats-Unis, qui ont accouché la nouvelle société, mais bien la Russie agricole, avec ses industries débiles et son capitalisme presque inexistant.

Deuxièmement, parce que Lénine, en arrivant au pouvoir, croyait parvenir au communisme par la nationalisation des Banques, étant donné que l'industrie capitaliste russe se trouvait entre les mains de ces Banques. Il prit cette mesure dès le 24 décembre 1917 (4), soit deux mois après le début de la Révolution, espérant que le régime soviétique acquerrait ainsi la possibilité de contrôler toute l'économie capitaliste sans en détruire l'organisation interne. Mais toutes les tentatives pour édifier le capitalisme d'Etat demeurèrent stériles, chose qui n'est pas du tout étonnante, parce que le capitalisme est fondé sur le principe de la propriété privée et de l'ordre légal, tandis que la Révolution socia-

(3) Boris Brutzkus, « U.R.S.S., terrain d'expériences économiques », p. 19.

(4) Boris Brutzkus. Op. cité, p. 20.

liste russe, abolissant le principe de la propriété privée et de toute légalité, a d'un seul coup anéanti le régime capitaliste. C'est pourquoi six mois après avoir décrété la nationalisation des banques, en l'été de 1918, Lénine savait que sa méthode avait échoué et que la théorie marxiste ne pouvait pas s'appliquer à la Russie. Il écarta cette théorie et adopta l'idée d'organiser une économie nouvelle qui fut le commencement de la guerre civile et internationale et qui dura jusqu'en novembre 1920. Lénine créa donc, sous la pression des événements, non pas une économie marxiste, mais une économie militaire.

Cette contradiction entre les prophéties et la réalité nous montre non seulement que le capitalisme ne donne pas nécessairement naissance au communisme, comme les grands maîtres du collectivisme le croyaient, mais encore que le communisme, tel qu'il est apparu en Russie, peut être sans aucun rapport avec le capitalisme, et qu'il peut apparaître dans des conditions entièrement différentes.

L'erreur commise par les collectivistes consiste dans le fait d'avoir considéré la concentration des entreprises comme résultant du libre jeu des forces économiques, alors que le développement de la concentration des entreprises a été en réalité amené par une politique économique interventionniste.

C'est l'intervention de l'Etat et non pas le machinisme qui est la cause de la concentration des entreprises. C'est l'intervention de l'Etat qui a mor-

celé le monde économique en une multitude de marchés distincts et c'est lui qui, en réduisant l'étendue des unités économiques, a provoqué et facilité la création des ententes industrielles. Dans nombre de cas même, cette intervention de l'Etat n'a pas suffi à elle seule pour amener la création des cartels. L'Etat a dû, par des lois spéciales, obliger les producteurs à se grouper en cartels. C'est ce qui s'est produit, par exemple, dans trois branches particulièrement importantes de l'industrie allemande : celle du charbon, de l'acier et de la potasse (5). A son tour, l'interventionnisme ne peut avoir de résultats efficaces sur un marché national où la production excède la consommation, que par la constitution de ces ententes, lesquelles, par leur action, sont susceptibles de contrôler la production, la vente à l'étranger et les prix.

Comment l'ordre libéral-individualiste du ^{xix}^e siècle est-il arrivé à se transformer vers la fin du même siècle — et depuis lors, réellement, il a continué à l'être — dans un ordre collectiviste ?

Vers la fin du ^{xix}^e siècle, la liberté cesse d'être l'« étoile polaire », des individus. La liberté devient seulement un moyen pour défendre les anciens privilèges. C'est un principe négatif et statique, tandis que l'intervention et la protection deviennent les principes dynamiques de la vie économique.

(5) L. von Mises, dans « Compte rendu des séances du Colloque Walter Lippmann », p. 36.

C'est ainsi que les capitalistes ne cessent d'invoquer les formules classiques du libéralisme, mais, seulement lorsqu'ils voient se dresser contre eux les exigences collectives des travailleurs ou l'hostilité des masses populaires, chose, qui d'ailleurs ne les empêche pas, quand leurs intérêts l'exigent, de s'attacher profondément au protectionnisme et à la concentration. De même, les dirigeants ouvriers eux aussi, invoquent, les principes de liberté dans la lutte qu'ils mènent contre les capitalistes ou, lorsqu'on résiste à leurs efforts d'organisation syndicale, mais ils sont opiniâtrement partisans des mesures collectivistes quand il s'agit de la domination de leur classe.

De cette manière, chacune des classes de la société invoque à tour de rôle et à haute voix, son attachement au libéralisme, tout en restant, par son action, partisane résolue des principes collectivistes et protectionnistes. Elles sont aidées dans cette voie par l'Etat, qui intervient toujours, quand il en est sollicité.

« C'est pourquoi, le grand maître du collectivisme a été non pas, Karl Marx, mais l'exemple donné par les hommes qui, pendant 60 ans, ont réussi à faire intervenir l'Etat en leur faveur. » (6)

C'est l'Etat qui crée les monopoles (7), et c'est

(6) Walter Lippmann, *op. cit.*, p. 162.

(7) Mais la nature crée elle aussi quelquefois des monopoles, comme, par exemple, celui du diamant.

toujours lui qui écarte la menace de la concurrence étrangère par l'établissement de barrières douanières et de contingentements, justement pour défendre ces monopoles. « Aujourd'hui, écrit, avec raison, M. W. Röpke, il y aurait vraisemblablement « de par le monde bien peu de monopoles, si l'Etat, « pour diverses raisons, n'était intervenu, avec tout « le poids de son autorité, de sa jurisprudence et « de sa politique économique plus ou moins monopolisante contre la gravitation naturelle tendant « à la concurrence. » (8)

Et ainsi l'Etat se mettant au service des intérêts privés, arrive à s'infiltrer peu à peu et à dominer toute la vie économique de la nation. C'est lui qui crée la Loi, et c'est la Loi qui crée les privilèges. C'est ainsi que purent se former les monopoles, les grandes sociétés holding, les trusts, les cartels, et les comptoirs. C'est une chose d'autant plus véridique que ces privilèges peuvent être très bien retirés ou modifiés, par l'Etat. Donc, il ne peut être vrai qu'un monopole, un trust géant, un cartel ou un comptoir, représente l'évolution nécessaire et inévitable de l'industrie moderne. La concentration des entreprises ne représente rien de plus qu'une évolution voulue, née d'un privilège juridique et, par là, évitable.

(8) W. Röpke. « Explication économique du monde moderne », p. 205.



Tout en reconnaissant son déclin, les néo-libéraux admettent en même temps que le libéralisme comporte deux grandes qualités :

— celle d'avoir montré à l'humanité que *la division du travail*, est le mode de production qui lui convient le plus et qui, à lui seul, a complètement changé la mentalité et l'existence des peuples civilisés ;

— celle de considérer *le mécanisme des prix*, comme le seul moyen efficace de réaliser l'équilibre économique à l'aide du calcul économique.

Ce sont ces deux questions qui forment les points forts du libéralisme et que nous allons développer dans la troisième partie de notre ouvrage.

TROISIÈME PARTIE

Les Points Forts du Libéralisme

CHAPITRE PREMIER

LA DIVISION DU TRAVAIL

1° LES ORIGINES DE LA DIVISION DU TRAVAIL

La division du travail est le principe fondamental de toute forme de vie. Elle reste à la base de la sociologie, comme elle constitue d'ailleurs la base de la biologie moderne. Ce n'est que par elle que les parties du corps humain deviennent des membres dans la collaboration desquels se reconnaît l'organisme. Dire que la société est un organisme, c'est dire qu'elle est fondée sur la division du travail.

L'homme est inconcevable comme être isolé, parce que l'humanité n'existe qu'en tant que phénomène social et que l'homme n'a dépassé le stade de l'animalité que dans la mesure où l'action en commun a noué entre les individus des liens sociaux.

La division du travail a son origine dans deux faits naturels : dans l'inégalité des capacités des individus et dans la variété des conditions extérieu-

res de la vie humaine sur terre (1). Si les individus, ainsi que les conditions extérieures de production avaient été identiques, la division du travail n'aurait pu s'appliquer. « Aucune vie sociale, écrit M. Ludvic von Mises, n'aurait pu naître entre les hommes aux aptitudes naturelles identiques dans un mode géographiquement uniforme » (2). C'est pourquoi le peuple le mieux doué, a intérêt à collaborer avec le peuple le moins doué. C'est aussi la raison pourquoi les nations parvenues à un haut degré de civilisation, s'efforcent d'étendre leur champ d'activité à des régions jusque-là inaccessibles. L'ouverture des territoires arriérés de l'Afrique, du Proche et de l'Extrême-Orient asiatique, de l'Australie, comme celles de l'Amérique, ne font que préparer les voies pour une communauté économique universelle.

Historiquement, on ne pourrait pas préciser la date exacte de l'apparition de la division du travail. Tout ce qu'on sait, c'est que le monde romain l'a connue et qu'elle fut partiellement appliquée au moyen âge. Mais une chose est évidente, c'est qu'à partir du XVIII^e siècle, elle se fit de plus en plus sentir dans le monde civilisé. Dès ce moment, une nouvelle ère s'ouvre dans l'histoire de l'humanité.

(1) L. von Mises. « Le Socialisme », p. 235.

(2) L. von Mises. Op. cité, p. 236.

2° LES EFFETS DE LA DIVISION DU TRAVAIL

Le grand mérite de la division du travail est celui d'avoir accru le rendement du travail par le perfectionnement des dons individuels. Grâce à elle, les hommes sont capables d'accomplir les travaux dépassant les forces des individus isolés, et dans les travaux que ceux-ci auraient dû accomplir seuls, le résultat se trouve, lui aussi, amélioré.

Plus la division du travail est poussée, plus le travail est productif. Cette extension constitue à la fois *un progrès économique* en ce sens qu'elle donne satisfaction au plus grand nombre possible de besoins, *et un progrès social* en ce sens, que les relations sociales s'intensifient grâce à elle.

C'est la doctrine classique qui, au XVIII^e siècle, a dégagé pour la première fois, avec une entière clarté et a montré aux hommes, d'une façon scientifique, les avantages que la division du travail présente, c'est-à-dire le rendement supérieur qu'elle permet d'atteindre. Mais la division du travail était déjà contenue en germe dans la nature même de l'homme : dans toutes les considérations inspirées par l'amour de la paix et la condamnation de la guerre. L'histoire est d'ailleurs une lutte entre deux principes : le principe de paix favorable au développement de la division du travail et le principe impérialiste qui fait dépendre la vie sociale non pas d'une collaboration fondée justement sur la division

du travail, mais d'une domination exercée par les forts sur les faibles. « Le principe libéral, écrit M. « L. von Mises, ne peut s'affirmer en face de lui « (du principe impérialiste) tant que les masses en « qui la tendance du travail pacifique est profondé- « ment ancré n'ont pas pris pleinement conscience « du rôle que cette tendance doit jouer comme « principe de l'évolution sociale (3). Car on a cons- « taté que la division du travail reste si étroitement « et si profondément liée à notre vie, que chaque « stade dans l'évolution de la division du travail « corresponde à un stade de l'évolution sociale. La « conception allemande moderne de l'histoire éco- « nomique est sans aucun doute dans le vrai quand « elle considère la division du travail comme le « fondement de la théorie de l'évolution. » (4)

Quant aux autres théories qui prétendent expliquer l'évolution sociale, comme la loi des trois états d'Auguste Comte ou comme celle des cinq états de l'évolution sociale de Lamprecht, elles sont premièrement dans l'impossibilité de découvrir le rapport interne et nécessaire qui relie l'évolution psychologique et morale à l'évolution sociale, et deuxièmement elle ne réussissent qu'à constater une succession d'événements sans pouvoir dégager le lien causal qui les relie.

De même, le socialisme, en cherchant à expli-

(3) L. von Mises, Op. cité, p. 347.

(4) L. von Mises. Op. cité, p. 345.

quer l'évolution historique par le progrès de la technique ne fait que déplacer le problème sans le résoudre en aucune façon. En plus, rien n'est plus loin de la vérité que l'aphorisme célèbre de Marx : « Le moulin à vent donne une société féodale, le « moulin à vapeur une société capitaliste. »

En réalité, le moulin à vapeur n'a existé et ne pouvait pas exister dans une société primitive où chacun vivait pour soi, parce que son utilisation n'était pas nécessaire. L'idée de mettre la force motrice de la vapeur au service de la meunerie n'a pu naître que grâce à la division du travail qui est le principe capital du progrès et de la civilisation.

Entre le degré du développement de la division du travail et celui de la civilisation, il y a un lien de cause à effet, il faut voir dans une société plus évoluée le résultat d'une extension de la division du travail plus grande que celle dans une société moins évoluée. Pareillement, il faut voir dans le vieillissement des peuples un retour en arrière dans la division du travail. La décadence du monde antique, par exemple, présente bien ce caractère. La dissolution de l'empire romain n'est que la conséquence du recul de la société antique qui était parvenue à un degré déjà appréciable de division du travail et qui retomba dans des conditions voisines de l'économie primitive.

On constate enfin que dans les époques de décadence, donc de régression de la division du travail, l'esprit de coopération sociale qui préside à la

constitution des sociétés, à leur maintien et à leur développement, disparaît lui aussi. Les hommes restent, mais la société meurt.

Tels sont les résultats de la division du travail, de son développement et de sa disparition.

Le grand mérite de la doctrine libérale consiste justement dans le fait que c'est avec elle pour la première fois que l'humanité a pris conscience de la loi vraiment inéluctable de l'évolution sociale et distingué clairement les bases du progrès, de la civilisation et surtout le mode de production qui lui convient le mieux.

CHAPITRE II

LE MÉCANISME DES PRIX

I. — LA THÉORIE CLASSIQUE DE LA FORMATION DES PRIX ET LES RECTIFICATIONS NÉO-LIBÉRALES

1° *Exposé classique*

Les néo-libéraux reconnaissent la valeur du mécanisme des prix construit par le libéralisme. Les classiques ont jugé que la formation effective des prix conciliait l'intérêt particulier et l'intérêt général et assurait par le balancement de l'intérêt personnel et de la concurrence, cet équilibre qui est la santé de l'organisme économique. Ils admettent qu'il y a dans le mécanisme des prix une part prépondérante de nécessité économique qui provient du système d'interdépendance unissant les trois termes de la formation des prix : la demande, l'offre et le prix.

Bien entendu, quand on parle de la formation automatique des prix, il faut penser à des prix

moyens qui s'appliquent à une masse d'offres et de demandes. L'habileté ou la chance de tel offrant ou de tel demandeur peuvent déterminer un prix « anormal ». Mais tous les éléments personnels subjectifs se neutralisent réciproquement sous l'action de la loi des grands nombres, se fondent et se concrétisent dans une donnée arithmétique : le prix. En vertu de la rareté, de la limitation du pouvoir d'achat de l'acheteur et de celle de la production du vendeur, deux forces jouent en sens inverse, dont la résultante est le prix. En fondant le mécanisme des prix sur l'action individuelle, les classiques ont du reste exprimé la réalité de leur temps, « soit que l'homme à leur époque ait été plus individualisé qu'aujourd'hui, soit que la masse non individualisée et en même temps dépourvue de richesse et de puissance, ait joué un rôle effacé. » (1) L'intérêt général est sauvegardé parce que le prix de vente de la marchandise ne peut, à la longue, dépasser le coût de production total (comprenant les charges financières, sociales, le profit...), car pour augmenter leur débit, les producteurs s'efforcent constamment de réduire leur prix de revient : les moins aptes sont éliminés et seuls subsistent ceux qui peuvent « servir » les consommateurs au plus bas prix.

Ceci n'est vrai qu'en régime de concurrence, non en régime de monopole, mais pour les libéraux

(1) L. Baudin, Cours d'Economie Politique, 1942-43.

classiques, le régime de concurrence est non seulement normal, mais quasi-universel : les monopoles sont exceptionnels, temporaires, limités par la concurrence résiduelle ou latente.

2° Nouvelle formulation

Les néo-libéraux, adeptes de l'école mathématique ou de l'école psychologique, ont gardé l'essentiel de la théorie classique et l'ont élargie d'après les données de leur temps.

D'abord ils se sont efforcés de préciser davantage la théorie classique, de l'exprimer sous une forme scientifique.

Ils ont distingué la statique et la dynamique (ou plutôt la succession des états), la formation d'un prix sur le marché et la formation des prix dans le temps. Etudiant la première, ils ont éclairé les notions subjectives de désir, de choix qui la fondent. Ils ont formulé les règles de décroissance des désirs, de hiérarchie des désirs, d'utilité marginale, d'utilité équimarginale. Ils ont relevé l'influence du milieu qui s'oppose à l'action individuelle. En principe, les choix économiques sont déterminés par des processus psychiques complexes (goûts, satiété ou fatigue plus ou moins rapides, préjugés) dans chaque cas d'espèce. En fait, joue souvent une certaine standardisation du choix. Mieux vaut à l'homme moyen considéré par les classiques comme un indi-

vidu « personnalisé », réfléchi et conscient, par certains sociologues comme la millième partie d'une masse transcendante, substituer un homme classé dans l'une des deux catégories de l'élite ou de la masse, modelant son milieu dans le premier cas et le subissant dans le second. Il reste toujours que des milliards de décisions ou de refus d'achat s'expriment quotidiennement dans les prix des marchandises et des services. N'en déduisons pas que le prix fonctionne comme une balance de précision traduisant au milligramme des choix rationnels exprimés par les consommateurs ou les épargnants. Il existe au contraire d'assez amples marges d'indifférence, d'indétermination ou d'erreur. La marge grossit à notre époque, qui, avec l'avènement des masses, voit le déclenchement de processus cumulatif et le jeu de lois d'accélération. Le contenu de la plupart des tableaux de désirs individuels est imposé par le milieu. La loi générale du conformisme ou la loi spéciale du feu des enchères expliquent l'importance particulière que revêtent certains désirs. L'homme de la masse trouve toujours des meneurs, qu'il participe à la foule en qualité de citoyen, de travailleur ou de consommateur. L'offrant agit sur le demandeur lors de la « préformation » du prix par la publicité, lors de la formation du prix par le marchandage. Ainsi est mise en lumière l'action de l'homme. Les néo-libéraux admettent bien comme les classiques qu'il y a dans la formation des prix une grande part de nécessité économique, toutefois

en réaction contre la « sous-évaluation » que ceux-ci faisaient subir à l'action humaine, ils remarquent qu'il faut tenir compte des agents humains comme des facteurs mécaniques naturels et que le bel automatisme ne doit pas effacer l'intervention d' « human voice or hand ». Ce changement de consistance des tableaux de désirs individuels n'abolit pas les lois des prix : elles ne souffrent pas de ce que les individus sont inconscients ou agissent par esprit d'imitation ; un désir suggéré reste un désir. L'influence du temps est un autre élément de la « préformation » du prix. L'adhérence de la dimension économique, explique que le producteur soit lié à son prix passé : l'inertie mentale domine la vie d'acheteur comme toute la vie psychologique de l'homme. L'horizon économique, l'avenir influe également : les désirs futurs sont brumeux, agglomérés, irraisonnés.

L'offre et la demande étant ainsi déterminés, intervient le débat proprement dit. « La somme des « tableaux individuels de demande, et, pour un « produit déterminé, la somme des courbes individuelles de demande forment respectivement le « tableau social de demande et la courbe sociale de « demande de ce produit » (2). A chaque prix correspond une certaine grandeur de la demande, ce que M. R.-V. Strigl appelle l'étagement de la de-

(2) L. Baudin, Cours d'Economie Politique, 1942-1943, p. 79.

mande. Quelque étrange que soit cette assertion au premier abord, le prix est fixé par les parties les moins impatientes de conclure le marché : ce sont celles en effet dont les prétentions antagonistes ont le plus de chances de se rencontrer. C'est la célèbre théorie des couples-limites. L'offre et la demande s'équilibrent et le prix naît point de compensation et point d'objectivation : il échappe à l'individu. Nous pouvons maintenant énoncer ses lois :

1° règle d'*unité* de prix sur le marché ;

2° règle d'*action* : la demande croissante et l'offre décroissante tendent à faire monter le prix ; l'offre croissante et la demande décroissante tendent à le faire baisser ;

3° règle de *réaction* : la hausse des prix tend à réduire la demande et à augmenter l'offre ; la baisse des prix provoque des conséquences inverses. Ces réactions sont dites élasticité de la demande et élasticité de l'offre ;

4° règle d'*équilibre* : le prix s'établit à un niveau tel que l'offre règle la demande, que le plus grand nombre possible d'échanges soit réalisé et que le prix de demande marginale coïncide avec le prix d'offre marginale.

La troisième règle a fait l'objet d'un examen particulièrement approfondi. Elle exprime l'élasticité de l'offre et de la demande, c'est-à-dire l'ampleur de leur variation aux mouvements éventuels

des prix. La notation algébrique de l'élasticité de la demande (la plus étudiée est $\frac{dq}{q} : \frac{dp}{p}$).

L'élasticité détermine l'importance des rentes et « personnalise » chaque marchandise.

Certains néo-libéraux repoussent l'introduction de l'analyse marginaliste dans l'étude de la formation des prix et préconisent l'examen des possibilités de substitution entre les doses marginales plutôt que celui des échelles de désirs. La mesure de l'utilité d'un bien en soi devient inutile : il suffit de connaître la taxe marginale de substitution des biens. Les courbes d'indifférence remplacent les tableaux.

Avec le même souci scientifique, les néo-libéraux ont étudié la formation des prix dans le temps, la succession des équilibres. Fondamentale est alors la notion de *coût* que les classiques connaissent mais que les néo-libéraux ont transformée. Il était pour les classiques travail et abstinence, fait humain, rattaché à une théorie de la valeur. On y voit aujourd'hui un problème d'emploi, un fait technique, comptable, la résultante de la tension de nos désirs infinis et de la rareté naturelle. Cette fois, il semble qu'il y ait entre les théories libérale et néo-libérale non seulement une différence de formulation, mais une opposition totale. Un examen plus attentif nous montre que les deux études se sont déroulées sur des plans différents, à des étages différents d'abs-

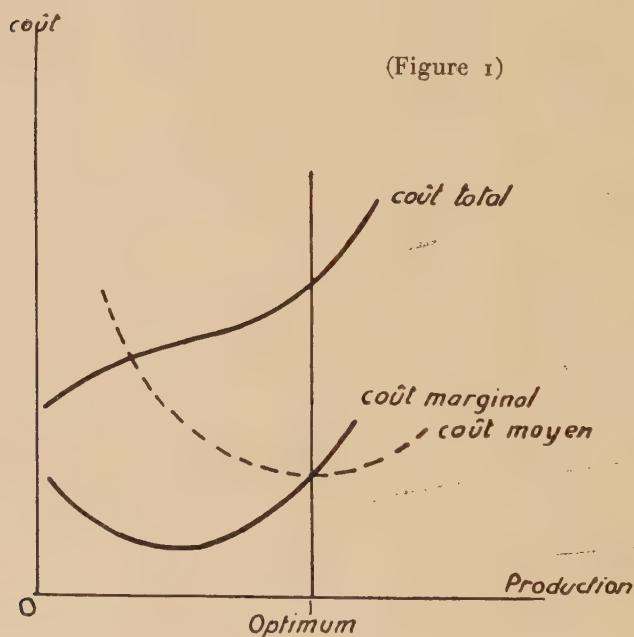
traction. La théorie classique est profondément vraie, mais à l'échelle géologique. La théorie moderne est plus précise et plus utile : elle permet l'élaboration d'une notion de coût d'utilisation indépendante de toute conception de la valeur, et elle généralise le jeu de l'offre et de la demande, puisqu'elle tend à prouver que non seulement les prix de vente, mais aussi les prix de revient sont exclusivement déterminés par la rencontre de l'offre et de la demande sociales.

L'analyse technique du coût par les classiques était assez sommaire : ils distinguaient les frais généraux afférents à l'ensemble de l'entreprise et le prix de revient partiel propre à chaque marchandise particulière. Les néo-libéraux y ont substitué une analyse plus poussée. Dans la production d'un bien interviennent des facteurs (c'est-à-dire des biens et des services) déterminés, dans une proportion déterminée. La masse produite devrait varier dans la même mesure que les facteurs inclus dans la production. En fait, il est très rare que changent proportionnellement tous les facteurs de la production. Le facteur « travail de l'entrepreneur » est un facteur constant, le sol et certaines installations en sont d'autres. Une entreprise comporte un ensemble de facteurs constants et un ensemble de facteurs variables. En cas d'augmentation proportionnelle de l'ensemble des facteurs variables, l'accroissement de la production fléchit à partir d'un certain point et finit par devenir nul. A cause du prin-

cipe de rareté et de la constance de certains facteurs de production, toute entreprise, bien qu'elle soit régie d'abord par la loi du rendement croissant, connaît tôt ou tard la loi du rendement décroissant. Le coût est la valeur-argent des biens consommables, des utilisations de biens durables et des services nécessaires à la production, à laquelle on doit ajouter l'intérêt du capital pendant la durée de la production. La valeur-argent de l'ensemble des facteurs constants est constante pour une entreprise : elle représente ses coûts constants ou fixes. L'accroissement du coût et celui de la production sont afférents aux seuls facteurs variables : il en dérive des coûts variables. Le classement des coûts en « constants » ou variables dépend de la longueur de la période considérée : à la longue, tous les coûts sont variables, car l'entreprise finalement changera tous ses facteurs.

Le coût total d'une entreprise comprend les coûts fixes et variables ; la courbe du coût total dépend donc de celle du coût variable qui résulte des lois du rendement. Aussi longtemps que croît la productivité marginale, le coût nécessité par la production d'une unité supplémentaire (ou coût marginal) décroît et inversement. Coût marginal et coût moyen sont bien distincts. Le coût marginal de n unités produites est égal au coût total de ces n unités moins le coût total des $(n - 1)$ premières unités. Le coût moyen de ces unités est égal au coût total des unités produites divisé par le

nombre de ces unités. Leurs courbes ont une tournure différente. Lorsque la courbe du coût marginal est en dessous de celle du coût moyen, le coût moyen baisse (voir figure 1) ; lorsqu'elle est au-dessus, le coût moyen s'élève.



Car si, en partant d'une production quelconque, la fabrication d'une unité supplémentaire coûte moins que le chiffre des frais incombant en moyenne à une unité de cette production, le coût moyen de la production accrue d'une unité doit baisser. Puisque le coût marginal, en cas de coût moyen décroissant, est en dessous, et en cas de

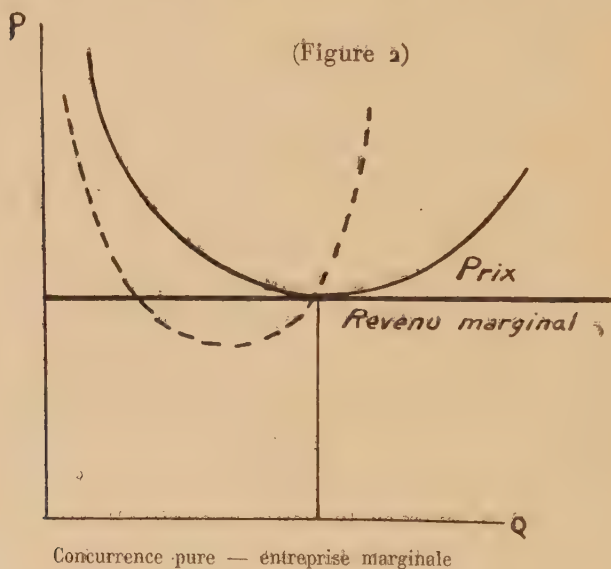
coût moyen croissant au-dessus de la courbe de ce dernier, il doit la couper au point où ce coût moyen est minimum. Quand l'entreprise fabrique la quantité pour laquelle le coût moyen atteint son minimum, pour laquelle, par conséquent, le coût moyen et le coût marginal sont égaux, elle est à son optimum. D'autre part, certains auteurs parlent de revenu moyen et de revenu marginal qu'ils définissent de façon analogue. Le revenu moyen de n unités est le produit de leur vente divisé par n . Le revenu marginal est ce produit moins le produit qu'aurait donné la vente de $(n - 1)$ unités. Le but de l'entrepreneur est de vendre à un prix tel que ses recettes soient maxima. Il lui faut, pour cela, régler sa production de telle sorte que :

— « s'il produisait une unité additionnelle, l'excédent de coût qui en résulterait (coût marginal) serait supérieur à l'excédent de recette procuré par sa vente (revenu marginal) ;

— « s'il produisait une unité de moins, ce qui manquerait à gagner (revenu marginal) serait plus grand que l'excédent du coût causé par la fabrication de cette unité (coût marginal). Donc pour rendre son gain économique maximum, l'entrepreneur doit produire une quantité de marchandises telle que son coût marginal soit égal à son revenu marginal. » (3)

(3) L. Ballande. Entre la concurrence et le monopole. Revue d'Economie Politique, 1938, p. 65.

L'entreprise atteint alors — il s'agit toujours du cas de libre concurrence — une position d'équilibre. En effet, si le vendeur accepte le prix comme imposé, non influencé par lui, quelle que soit la quantité qu'il vendra, la représentation graphique du débit est une droite parallèle à l'axe des abscisses (figure 2). Le prix sera égal à la fois au coût



marginal et au coût moyen (incluant un profit normal) car la concurrence des offrants agit en faveur d'une égalisation du coût moyen et du prix. Nous obtenons alors l'égalité $\text{prix} = \text{coût moyen} = \text{coût marginal} = \text{revenu marginal}$, significative de l'état d'équilibre.

Pratiquement, l'entrepreneur devrait donc sui-

vre la marche de son coût marginal et arrêter l'extension de son affaire lorsque le coût marginal sera égal à son revenu marginal. En fait, à cause des difficultés qu'entraîne le calcul du coût marginal, les entrepreneurs, pour déterminer la graduation de leur coût, se réfèrent à diverses approximations (taux différentiel, partiel) et dressent leurs plans de vente d'après leur coût moyen, dont la courbe, nous le savons, a du moins dans la zone du coût décroissant, une tendance différente de celle de la courbe du coût marginal. En tout cas, les « open price associations », les « Kalkulationsverbände » et la « légos » démontrent l'importance attribuée aujourd'hui à la normalisation du coût.

L'intervention du facteur « temps » dans la formation des prix explique le rôle du coût et fonde le prix normal. Ce prix normal est réel « comme l'est le niveau de la mer en dépit des marées et des vagues », il apparaîtrait si les conditions générales de la vie restaient stationnaires assez longtemps, pour que jouent complètement les forces économiques. Remarquons d'ailleurs que cette hypothèse d'une stabilité économique est incompatible avec celle d'une concurrence parfaite : comme tout organisme, l'entreprise a tendance à s'étendre. Ce prix normal ne peut être à la longue ni supérieur au coût (concurrence) ni inférieur (élimination). Ce raisonnement irréfutable ne s'applique plus de nos jours qu'à très longue échéance, et sur le plan de la théorie pure, il a fait l'objet d'une correction

récente de la part des inventeurs du théorème dit « de la toile d'araignée » : dans certains cas, les prix des marchandises ont tendance à s'éloigner de plus en plus du prix normal.

Ainsi, les néo-libéraux jugeant les théories classiques du point de vue de la libre concurrence, les ont plutôt précisées ou rapprochées de la réalité, que réellement transformées. Ils ont gardé l'optimisme. La concordance de l'intérêt particulier et de l'intérêt général est toujours affirmée. Bastiat disait « la concurrence est cette force humanitaire qui arrache le progrès des mains de l'individu pour en faire l'héritage commun de la grande famille humaine. » Vilfredo-Pareto dit moins lyriquement : « La libre concurrence produit le maximum d'opphélimité. » — « Le mécanisme des prix a pour conséquence de fixer les prix des facteurs de production, à un taux tel qu'aucun d'eux ne saurait être utilisé ailleurs avec un plus grand avantage... La concurrence absolue assure la meilleure répartition possible des facteurs de production » (4). La rémunération de ces divers facteurs est équi-marginale. Dans toutes les branches, toutes les entreprises tendent à atteindre leur taille de rendement optimum : la concurrence constitue un moyen puissant de rationalisation. Comme les classiques, les néo-libéraux admettent la supériorité de la formation des prix en cas de libre concurrence.

(4) L. Baudin. Cours d'Economie Politique, 1942-1943, p. 102.

3° *Addition*

Mais est-ce que cette supériorité de principe a pratiquement quelque signification ? Il ressort d'un examen attentif des thèses classiques que le jeu de la libre concurrence présuppose un certain nombre de données qui correspondirent peut-être à un régime économique, à un moment de l'histoire, mais qui, sans doute, ne relevaient pas de la nature des choses, car les temps présents ne les réalisent plus. Certainement le bienfaisant automatisme joue dans le meilleur des mondes possibles, celui où règne la concurrence *parfaite*. Pour qu'une marchandise soit produite et vendue sous le régime de la concurrence parfaite, quatre conditions doivent être simultanément remplies, qui sont :

1. *La fluidité des facteurs de production* (main-d'œuvre, ressources naturelles, capitaux). Ils doivent être parfaitement fluides, c'est-à-dire qu'ils doivent pouvoir être riviés sans aucune entrave aux emplois qui leur offrent à un moment donné la rémunération la plus élevée.

2. *La constitution « atomistique » de l'offre et de la demande*. L'une et l'autre doivent être fragmentées entre un grand nombre d'acheteurs et de vendeurs indépendants qui n'achètent et ne vendent qu'une fraction insignifiante de la production.

3. *L'homogénéité.* L'offre et la demande doivent porter sur des produits ou des services de qualité homogène, rigoureusement interchangeables.

4. *La « transparence » du marché.* Les prix doivent faire l'objet d'une publicité large et continue. Un offrant qui fixerait un prix supérieur au prix du marché doit perdre toute sa clientèle.

En fait, il est rare que l'une de ces conditions soit exactement remplie, et quasi-impossible que les quatre conditions soient simultanément réalisées.

1° Le déplacement d'un facteur de production quelconque d'un emploi à un autre, exige des frais et des délais. Les frais de déménagement, de réapprentissage, les résistances psychologiques, les incertitudes au sujet de l'avenir rendent très « idéale » la fluidité de la main-d'œuvre. La « viscosité » du facteur capital est aussi certaine que celle du facteur travail. Il y a donc seulement une tendance des facteurs de production à s'orienter avec des retards et des hésitations vers les emplois qui jouissent des rémunérations les plus élevées. Dans ces conditions dire que le prix de vente tend à s'identifier avec le coût de production moyen parce que, d'une part, la formation de superbénéfices au delà du bénéfice maximum conditionnant toute production aurait pour effet d'attirer des facteurs de production supplémentaires, d'accroître les quantités produites et de faire fléchir les prix, parce que d'autre part, un fléchissement durable des prix de vente au-dessous

des coûts moyens éliminerait certains producteurs, abaisserait le volume de la production et ferait remonter les prix n'est plus réellement justifié.

2° A notre époque, les marchés dominés par quelques gros offrants sont très fréquents : cinq entreprises ont régi le marché de la viande aux Etats-Unis pendant dix ans, quatre firmes fabriquent les trois quarts des pneus. L'importance des marchés monopolistiques est également indéniable. Sans doute les classiques reconnaissaient l'existence du monopole et même du duopole, mais ils y voyaient des cas exceptionnels obéissant à des lois « anormales », pourrait-on dire. Aujourd'hui, les économistes placent sur le même pied la concurrence, l'oligopole et le monopole, trois formes de marché qui constituent entre plusieurs une classification fondée sur le nombre des participants.

3° L'homogénéité de principe est effacée par la différenciation des produits généralisée, dont les conséquences théoriques et pratiques sont capitales. Du moment, dit Mrs Robinson, que la boîte de cacao vendue par Jones n'est pas nécessairement la même chose que la boîte de cacao vendue par Brown, il devient impossible de définir une « commodity » de façon précise et impossible d'additionner les courbes de la demande des deux commerçants pour obtenir la courbe de la demande du cacao comme tel. Devant la concentration grandissante, la différenciation du produit s'est révélée un

excellent moyen de défense pour les « petits » empêchant leur absorption par les gros : condamnés sur le plan du prix, ils ont transporté la concurrence sur le plan du produit. Les modes de différenciation sont innombrables, soit qu'ils tiennent aux conditions de vente du produit (situation de la boutique, qualités personnelles du vendeur), soit qu'ils tiennent aux caractéristiques de l'objet lui-même (présentation nouvelle, forme inédite). Les producteurs s'efforcent d'attacher la clientèle à un produit individualisé : tout producteur devient monopoleur ; il l'est même juridiquement, s'il dispose d'un brevet, d'une marque de fabrique. D'autre part, si les facteurs de production ne sont pas substituables, la théorie de la productivité marginale ne peut pas s'appliquer.

4° Sauf en ce qui concerne certains prix, ceux des produits agricoles, par exemple, le marché est plus souvent « opaque » que transparent. Le défaut de temps ou l'inertie mentale font que bon nombre d'acheteurs n'ont du marché qu'une connaissance très imparfaite.

Par conséquent, les économistes actuels ne peuvent plus considérer que le seul régime instable de la formation des prix, soit celui de la libre concurrence. Sans doute il serait excessif d'affirmer que la concurrence imparfaite couvre toute l'économie et relègue les régimes « parfaits » de concurrence et de monopole au rôle de cas-limites ou d'hypo-

thèses d'école. La production agricole dans les pays où la terre est très divisée représente un cas important dans lequel la loi de l'offre et de la demande joue sans entrave — du moins lorsque l'Etat n'intervient pas pour contrarier la formation naturelle des prix. En effet, un cultivateur isolé ne saurait, en faisant varier ses surfaces ensemences, influencer notablement sur le cours du blé. D'autre part, les principales espèces de blé sont suffisamment homogènes pour donner lieu dans les Bourses de Commerce à des cotations sur échantillons-types. Cependant il faut reconnaître qu'à part cet exemple considérable, les cas de concurrence parfaite et ceux de monopole absolu sont extrêmement rares. Depuis le début du ^{xx}^e siècle, l'imperfection de la concurrence s'est aggravée et aujourd'hui le phénomène de la concurrence imparfaite déborde largement le cadre des trusts, des ententes et de tous ces organismes qui détiendraient des pouvoirs de monopole. En effet, c'est la machine qui a créé l'imperfection des marchés en provoquant la prépondérance des capitaux fixes dans l'industrie et par conséquent la « viscosité » des facteurs de production. Aussi, la quasi-totalité des entreprises jouissent de certains avantages de monopole et peuvent faire plus ou moins la loi à leurs fournisseurs et à leurs clients. Presque tous les marchés présentent un mélange d'éléments monopolistiques et concurrentiels et, suivant le dosage, les uns offriront l'aspect « classique » de la formation des prix, où le vendeur n'exer-

ce aucune influence sur le prix (on dit aussi : où le vendeur n'a qu'un paramètre d'action : la quantité), et les autres l'aspect « moderne » de la formation des prix où le vendeur exerce une influence sur le prix (dispose de deux paramètres d'action : le prix et la quantité). L'imperfection des marchés est liée aux données les plus fondamentales de l'économie moderne et il apparaît difficile de la réduire, quelque légitime que soit ce désir. Car les répercussions sociales du régime économique de la concurrence imparfaite sont fâcheuses : « S'il était possible de restaurer des conditions de concurrence moins imparfaites, les graves tensions sociales dont souffrent la plupart des Etats modernes et notamment les Etats les plus fortement industrialisés, pourraient être considérablement atténuées. » (5). Le partage du marché est une « politique » rattachée à la concurrence imparfaite, qui se réalise automatiquement. Deux produits identiques ne sont pas homogènes puisque leur proximité plus ou moins grande du lieu de destination constitue une qualité variable. Les frais de transport fragmentent tout marché en « chasses gardées », principautés réodales autonomes garanties souvent par l'ignorance et par l'indolence des consommateurs. Les différences de qualité sont une cause d'imperfection souvent légitime, car elles sont aussi fréquemment imaginaires que réelles : l'homme-masse est un spé-

(5) M. Faïn. « La science économique », p. 111.

cialiste d'engouements irrationnels et il constitue pour les produits des charlatans, une fidèle clientèle. La concurrence imparfaite est coûteuse, non seulement parce qu'elle entraîne des dépenses publicitaires, mais parce qu'elle empêche de pousser à fond la standardisation et la fabrication en série. Quand un marché est imparfait, toute modification importante de la consistance d'une clientèle est généralement achetée par une campagne de propagande onéreuse ou par une baisse importante des prix susceptible d'annuler les économies réalisées sur les frais de transport ou les avantages inhérents à la spécialisation et à la standardisation, ou le partage de la clientèle entre firmes de taille optimum.

La concurrence a changé depuis les classiques libéraux. Il serait inexact de dire qu'elle a disparu : elle s'est déplacée. Le combat concurrentiel se faisait autrefois sur le plan du coût de production, du prix de vente. Aujourd'hui, il ne s'agit plus avant tout d'abaisser son prix au-dessous de celui du concurrent. Il est d'autres moyens de s'attacher une clientèle. La lutte se poursuit sur le terrain de la variation qualitative et de la publicité, ce qui correspond à l'habitude de la constance du prix, à l'adhérence de la dimension économique. D'ailleurs, la concurrence subsiste partiellement sous sa forme ancienne de concurrence de prix. Tous les marchés contiennent des acheteurs d'allégeance indéterminée pour qui une marque ne vaut guère mieux qu'une autre, un emplacement n'est qu'un peu plus

commode, sensibles donc à de petites variations de prix, et d'autres acheteurs sans aucune préférence. Il y a donc, même sur un marché imparfait, des acheteurs « marginaux » qui s'adressent aux vendeurs qui offrent le plus bas prix, et qui, par conséquent, concilient actuellement encore la théorie de la formation des prix en régime de concurrence pure et la loi de l'intérêt personnel.

II. — DIRECTION ET SUPPRESSION DES PRIX

Devant les imperfections évidentes du mécanisme des prix, l'homme, théoricien ou gouvernant, a réagi en formulant certains moyens susceptibles à son avis d'améliorer le fonctionnement économique des sociétés.

Le premier moyen, c'est la direction des prix : pour remédier à l'imperfection, on contrôle le mécanisme.

Le second moyen, c'est la suppression des prix : on guérit le malade de la vie.

A. — *De quelques remèdes proposés aux imperfections du mécanisme des prix*

On garde le mécanisme, mais on s'efforce de le corriger. Plusieurs modalités se prêtent à ce dessein.

1° *Direction monétaire* : Théorie du pouvoir d'achat. — Pour les défenseurs de cette politique, il convient de modifier le niveau des prix par le moyen de la monnaie. Ils croient donc aveuglément à la théorie quantitative. Ils s'appuient en outre sur la théorie du pouvoir d'achat.

Dans une économie monétaire, il peut arriver que la consommation cesse de coïncider avec la production. Cette divergence, disent les partisans de la théorie du pouvoir d'achat, tient à une insuffisance du pouvoir d'achat, c'est-à-dire à une pénurie de moyens de règlement. C'est un non-sens. Si l'on fait abstraction des marchandises invendables pour cause de malfaçon, d'avarie ou de changement de mode, il y a nécessairement coïncidence entre le volume total de la production et les possibilités totales de la consommation. Le pouvoir d'achat n'est pas la monnaie (il y a évidemment un pouvoir d'achat dans une économie de troc), mais la production susceptible de produire un revenu. La loi des débouchés repose sur l'hypothèse implicite que tout produit est vendu. Say a fait abstraction des erreurs commises par les entrepreneurs, « erreurs qui restent temporaires dans un système de liberté et comportent d'immédiates sanctions : la mévente, la perte » (6). En somme, le pouvoir d'achat, c'est « la masse des utilités disponibles ».

(6) L. Baudin. La Théorie du Pouvoir d'Achat, Conférence à la Société d'Economie Politique de Belgique.

La constatation de résistances dans le circuit économique a conduit certains théoriciens à supposer qu'il y a un déséquilibre permanent entre la production et la consommation, déséquilibre auquel mettrait fin une injection de pouvoir d'achat (disent-ils, mais l'expression « moyens d'achat » serait plus exacte) aux classes dites dépensières. Cette forme permanente de la théorie du pouvoir d'achat s'appuie sur quelques performances sensationnelles de l'outillage moderne et a été mise à la mode par les technocrates américains. Il est vrai que les épargnants disposent d'un droit d'option, de bons d'achat qu'ils pourraient laisser inutilisés (thésaurisation). Dans ce cas, il y aurait inégalité entre le pouvoir d'achat exercé et le prix de revient total de la production, et il arriverait soit que les vendeurs, maintenant leurs prix, n'écouleraient qu'une partie de leur production, soit qu'ils abaisseraient leurs prix et subiraient une perte : dans les deux cas, la production serait réduite et l'équilibre se rétablirait. Mais une opinion pour être qualifiée de théorie, doit comporter un certain caractère de généralité : il semble donc difficile de fonder une théorie économique sur un phénomène aussi exceptionnel, généralement, que la thésaurisation. Normalement, les épargnants prêtent leurs « bons d'achat » inutilisés à des industriels désireux d'acquérir des biens instrumentaux, ou à l'Etat et de proche en proche s'établit la coïncidence de la consommation et de la production, ou du prix de revient intégral de la

production et des sommes consacrées à acquérir cette production. Par conséquent, l'intervention de l'Etat par l'impôt, par l'emprunt ou par l'inflation n'opère pas une création de pouvoir d'achat dont bénéficieraient les masses, mais un transfert de pouvoir d'achat d'une catégorie sociale à une autre. Il serait logique, le cas échéant, d'essayer de chiffrer la thésaurisation et d'injecter dans l'économie le crédit correspondant. Mais pratiquement le montant de la thésaurisation est inconnaissable et retirer de la circulation le crédit injecté est difficile. La thésaurisation dépend de conditions extra-économiques. On sait que la monnaie est à base de confiance : on ne peut forcer durablement son emploi par des procédés purement techniques. Le point de départ de cette théorie est donc mauvais, et — sans doute par analogie avec le principe qui veut que les moyens conditionnent la fin — son point d'arrivée est non moins mauvais. Les classes dépen- sées concentrent leur pouvoir d'achat — considérable, ainsi le veut la théorie présentement examinée — à un certain nombre de produits, accroissent la rigidité de leur demande et font hausser les prix. Cette hausse ne peut favoriser que les commerçants de détail et les intermédiaires, alourdit donc les frais de distribution souvent jugés déjà trop importants et ne profite pas aux producteurs. Une répercussion sur la production ne serait d'ailleurs pas plus heureuse : l'injection de pouvoir d'achat (*sic*) est recommandée en temps de crise, d'économie

stagnante et, dans ce cas, c'est la production qu'il faut revigorer.

Les applications pratiques de cette forme permanente de la théorie ont conduit (en Amérique, par exemple) à de tels déboires que d'autres partisans, renonçant à l'idée d'une réforme de structure, s'en tiennent à une action sur la conjoncture. On aplatira la sinusoïde de l'activité économique en amorçant une reprise dès la manifestation d'une dépression — toujours par injection de crédit. On ne veut plus créer, mais on veut mettre en circulation du pouvoir d'achat. Cette deuxième forme de la théorie du pouvoir d'achat, à caractère temporaire, est fondée sur un certain nombre de notions discutables :

1° Ses partisans croient que la sous-consommation est l'origine des crises : théorie simpliste, contredite par les statistiques, généralement considérée aujourd'hui comme insoutenable.

2° Ils croient à la possibilité de provoquer une reprise par une action sur le *montant* des dépenses privées et publiques, mais cette politique exige que l'Etat intervienne seulement à titre intérimaire pour ne pas contrecarrer l'activité privée et annuler par là l'effet favorable qu'a pu obtenir son action.

3° Ils croient à l'action de l'Etat sur l'*orientation* de la défense privée, mais elle exige un régime de contrainte pour être sérieuse.

4° Ils croient enfin que le démarrage suffit pour « lancer » la reprise alors que sans la relève de l'initiative privée, le gonflement de l'activité économique provoqué par l'intervention de l'Etat prend fin.

Les expériences du Président Roosevelt démontrent la précarité des résultats obtenus par l'application de cette deuxième forme. En réalité, on a voulu agir sur le cycle parce qu'on lui a imputé des méfaits qui étaient dus non à lui-même, mais aux disparités qu'il révèle. Or, les politiques de pouvoir d'achat tendent à aggraver certaines de ces disparités : elles accentuent l'écart des prix des objets de consommation et des marchandises durables. D'autre part, les prix résistent différemment à la pression de l'inflation. Les partisans de cette théorie du pouvoir d'achat oublient que si l'Etat est maître du volume de la monnaie, il n'est maître ni de sa vitesse ni de son emploi.

Diriger la monnaie, c'est user du crédit. On y voit le moyen d'améliorer le pouvoir de consommation des masses. Il y a là une erreur fondamentale. Le crédit est utile dans la mesure où l'on observe ses justes limites. Les limites économiques du crédit coïncident avec la fraction de la masse des objets et services de consommation que les ayants-droits renoncent à utiliser et qui sont mis à la disposition des producteurs de biens instrumentaux. Le crédit existe dans la mesure où un peuple est disposé à renoncer à des consommations immédia-

tes en vue de développer sa production de biens instrumentaux et d'améliorer ainsi son potentiel de consommation.

En résumé, cette première modalité de la direction des prix nous convainc mal que l'intervention de la main de l'homme soit préférable au libre jeu des forces naturelles.

2° *La Taxation*

L'Etat peut agir non seulement sur le premier terme de l'équation d'Irving Fisher, mais sur le second. Alors l'expression anodine « contrôle des prix » couvre la taxation ou le blocage. Cette nouvelle politique vise non plus à influencer le niveau général des prix par voie monétaire, mais à fixer ce niveau (blocage) ou certains de ses éléments (taxation).

Le blocage des prix à une date donnée est une formule d'application facile et rapide, mais pleine d'inconvénients. Elle cristallise les situations existantes avec tout ce qu'elles comportent d'inégalités et d'injustices. La date de référence est arbitraire. La vie économique est entravée : l'économie a besoin de souplesse. Le blocage des prix en France à la date du 1^{er} septembre 1939, opéré « à chaud », en période de déséquilibre économique, a été particulièrement malencontreux. Mais nous étudierons surtout la taxation plus usitée et théoriquement plus intéressante.

Le principe de la taxation est le suivant : substitution d'une décision de la puissance publique au jeu normal de la formation des prix. Sa justification en période de disette est celle-ci. La rareté est alors telle que le croisement de l'offre et de la demande se fait à un niveau qui condamne la plus grande partie des nationaux. La sélection dans une économie capitaliste se fait sur la base de la détention de la monnaie. Or, il est des personnes économiquement négligeables, mais socialement intéressantes, que l'Etat ne peut laisser purement et simplement disparaître. Il voit dans la taxation un moyen de les sauver. La fin est bonne. Reste à savoir si la taxation est inexistante, puisque l'idée de juste prix ne cadre plus ici avec notre esprit ni avec notre système. Et ses inconvénients sont bien connus, n'en prenons pour exemple que le cas de la France depuis l'armistice de 1940.

La taxation doit protéger le consommateur tout en assurant au producteur une rémunération convenable. A cet effet, le pouvoir de l'Administration est en principe absolument discrétionnaire. Les arrêtés ministériels fixent les prix souverainement. L'Administration choisit les produits qu'elle taxe : toutefois, en ce qui concerne les produits soumis au blocage, elle n'a de pouvoir que sur les majorations des prix. Elle est maîtresse des comptes profits et pertes ; les bénéfices des entreprises dépendent de son acceptation des majorations. Elle peut ne les accorder que sous certaines conditions, ce qui lui

permet de diriger l'économie : elle favorise les uns et arrête les autres. La taxation, dit M. Baudin, devient un livre de commande. Ainsi, « l'arrêté du 31 juillet 1941 concernant les prix des produits résineux prévoit que l'augmentation de prix accordée par l'arrêté du 17 juin 1941 doit recevoir partiellement la destination suivante : les salaires forestiers des régions productrices de résine devront être révisés et la part de la majoration de prix revenant au propriétaire devra être employée, en tout ou en partie, selon des modalités à fixer sur la proposition du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture, à des travaux d'aménagement de la forêt et des conditions d'habitat et de travail des gemmeurs. » (7)

Les assujettis ne restent pas inactifs. Une lutte s'engage entre l'Administration et les producteurs. Aux prix taxés trop bas, l'Administration répond par l'abstention et ruine le pays. Bien entendu, la taxation est éludée dans toute la mesure du possible, par « interprétation » ou par contravention. Le choc de la volonté du gouvernant et de l'intérêt personnel du producteur engendre diverses conséquences, aussi néfastes que célèbres :

1° *La raréfaction des produits.* — Elle provient soit d'une abstention du producteur (le prix fixé ne

(7) Exemple cité par M. Moreau-Néret, dans « Le Contrôle des Prix ».

vaut pas la peine), soit d'un transfert du produit dans la consommation du producteur ou sur un marché clandestin, soit d'un déplacement de production (les rutabagas chassèrent les pommes de terre puisque, aux prix des arrêtés ministériels, un hectare planté en rutabagas rapportait au moins deux fois plus que le même hectare planté en pommes de terre), soit d'un déplacement de courant commercial (un produit étant taxé en deux endroits au même prix et les frais d'expédition étant moindres pour l'un d'eux, tout ira sur la même place).

2° *L'abaissement de la qualité.* — Quand le prix fixé d'un produit est unique, quelle que soit sa qualité, le producteur assuré de le vendre à ce prix ne s'inquiètera pas d'en améliorer la qualité et cherchera seulement à réduire au minimum son prix de revient.

3° *La généralisation de la taxation.* — Les produits similaires des produits taxés sont recherchés et leur prix subit le jeu de l'offre et de la demande. L'Administration intervient alors par nécessité logique et psychologique et la taxation « grignote » le secteur libre jusqu'à le réduire à quelques produits de grand luxe.

4° *La hausse des prix taxés.* — Comme on voulait que le prix fixé assurât la production maximum, on a retenu pour base la production la plus chère et on a fixé un prix qualifié de « prix limite »

ou de « prix maximum », qui devient naturellement le prix courant. D'autre part, si le prix de détail d'un produit est plus bas dans un département que dans les départements voisins, à cause de la différence du coût de production, le produit disparaîtra de ce département et le préfet relèvera le prix. Certaines régions produisaient des denrées qui constituaient une part de l'alimentation à bon marché. Maintenant, ces produits sont taxés pour toute la France, et, pour les conserver aux lieux de production, il faut payer le prix fort. La hausse des prix est donc proportionnellement plus forte dans ces régions. Le coût de la vie autrefois très divers en France, tend à s'égaliser au niveau le plus élevé.

Même remarque en cas de blocage des prix. Des arrêtés ont classé en 5 catégories les restaurants et fixé pour chaque catégorie un prix des repas maximum. La plupart des restaurants ont établi le double menu réglementaire au prix maximum autorisé même si, avant la réglementation, leur prix moyen y était inférieur.

En fait, il n'apparaît pas que la France ait à se louer de la taxation, même en la prenant comme un moindre mal. Elle a donné lieu à beaucoup d'erreurs et de déboires. Dans une économie complexe, l'administration pour éviter des erreurs, aurait besoin d'une documentation énorme (qu'elle n'a pas, le plus souvent) et de la possibilité de donner à chaque situation sa solution particulière (théoriquement et pratiquement exclue). En France actuelle-

ment la taxation semble réussir pour les produits agricoles parce que, pour diverses raisons, les arrêts de prix ont ratifié des hausses déjà intervenues et acceptent les augmentations qu'aurait sans doute connues le marché libre. C'est ainsi que le prix du quintal de blé est passé de 197 fr. en 1940 à 375 fr. en 1942 et passera probablement à 540 fr. en 1943. Mais la taxation qui contrecarre la loi de l'offre et de la demande paraît n'avoir que des effets incertains. Une taxation rationnelle et équitable n'est convenable que dans une économie entièrement planifiée. En tout état de cause, la taxation exige, pour produire quelque effet, l'assentiment des intéressés, ce qui manque précisément à la taxation française.

3° *La valorisation*

Comme la taxation, la valorisation est une politique de direction des prix, mais, alors que la première vise généralement un arrêt de la hausse de certains prix et agit directement sur leur montant, la seconde recherche leur maintien ou leur relèvement par une action sur l'offre notamment. L'une joue en faveur des acheteurs, l'autre des vendeurs. La politique de valorisation, plus complexe et plus nuancée que celle de taxation, aboutit en fait au même échec. Un bon exemple en est donné par l'essai de valorisation du sucre après la guerre de

1914. Le plus gros producteur, Cuba, accrut fortement sa production pendant la guerre à l'instigation des Etats-Unis. Après la fin de la guerre, l'Europe continua à manquer de sucre et Cuba continua à augmenter sa production. D'autres en firent autant; et même certains pays européens qui, avant la guerre de 1914, ne possédaient pas d'industrie sucrière, comme l'Angleterre, en créèrent une à l'abri de hauts tarifs douaniers. Cuba comprit bientôt la menace de la surproduction mondiale et restringit sa production à partir de 1925 pendant trois années successives. Les autres producteurs se refusant à l'imiter, elle rapporta ses mesures de restriction. En 1930, la production du sucre de canne avait doublé par rapport à 1914, et l'industrie du sucre était en pleine crise. Les stocks s'entassaient sans espoir d'écoulement (la récolte 1929-1930 donna 800.000 tonnes d'excédent à Cuba, 350.000 à Java) et le prix s'effondrait (le prix moyen sur le marché de Londres en 1930 est à peine supérieur au quart de celui de 1923). Cuba réussit à faire adopter en mai 1931 une convention internationale du sucre, connue sous le nom de plan Chadbourne. Les signataires (Cuba, Java, Tchécoslovaquie, Allemagne, Pologne, Hongrie, Belgique) représentaient plus de 40 % de la production mondiale et 90 % des exportations. Le plan fixait pour 5 ans les contingents d'exportation et déterminait la proportion des stocks excédentaires comprise dans l'écoulement. En conséquence, les signataires limitèrent leur production;

d'autres Etats comme la France et l'Italie, firent de même librement.

Mais de même que l'expérience cubaine avait montré que la restriction de la production par un seul pays, fût-il le plus gros producteur, d'un article produit dans divers Etats, n'empêchait nullement la surproduction mondiale, de même l'expérience Chadbourne prouva que la restriction de la production par tous les grands producteurs était un remède insuffisant encore : le prix moyen ne cessa de baisser entre 1931 et 1936. Après l'expiration du plan Chadbourne, la crise sucrière se poursuivit et un nouvel essai de restrictionnisme universel fut tenté sur l'initiative de l'Angleterre. La conférence de Londres de 1937 réunit tous les pays exportateurs et importateurs, sauf l'Italie et le Japon — et le Canada se retira bientôt de la conférence. Mais les négociateurs défendirent énergiquement leurs contingents d'exportation, dont dépendait la quantité de leur production, de sorte que les contingents d'exportation de base dépassèrent les besoins du marché libre. Les participants ne donnèrent au conseil international du sucre institué pour assurer l'exécution de l'accord que le droit de réduire les contingents de base de 5 % et pour les deux premières années de la durée de l'accord, marquant ainsi leur préoccupation d'éviter toute obligation internationale. En fait l'accord ne visait qu'à maintenir le « statu quo » pour prévenir une nouvelle chute des prix. Les Etats-Unis gardèrent leur liberté d'ac-

tion. L'Angleterre, réserva les droits de ses Dominions sur son marché. Les mesures artificielles de protection subsistèrent.

Les deux essais de restrictionnisme universel ont donc échoué. Un accord qui obligeât tous les producteurs à baisser leur production largement au-dessous de la consommation mondiale, pour permettre l'écoulement des stocks, et à la maintenir ensuite à un chiffre déterminé, eût été nécessaire. Il semble bien que la réalisation d'un tel accord international soit pratiquement impossible. La cause en est :

— dans la diversité des coûts de production des multiples pays, particulièrement frappante dans le cas du sucre obtenu à partir de deux matières premières dont les conditions de production sont très différentes ;

— dans la difficulté d'application des règles de justice et d'égalité : Tous les pays producteurs doivent-ils restreindre leur production, ou seulement les gros producteurs ? Chaque pays subira-t-il son pourcentage de réduction fixe ? Les pays dépendant du marché mondial doivent-ils consentir plus de sacrifices que les pays ayant un marché intérieur qui absorbe la plus grande partie de la production nationale ?

D'ailleurs un tel système international de restrictionnisme est-il souhaitable ? En dehors du caractère choquant des destructions méthodiques aux-

quelles ont abouti pratiquement les politiques de valorisation tentées depuis quelques années, un tel système est dans son principe profondément anti-économique. Il sacrifie en effet les intérêts des producteurs dont le prix de revient est moins élevé, aux intérêts des producteurs dont le coût est plus élevé, ce qui aboutit à l'augmentation du coût moyen de la production. La diminution du volume de la production augmente le coût par unité produite et finalement hausse le prix. La hausse diminue la consommation sans bénéficier aux producteurs dont le coût de production s'est élevé. C'est rejeter le produit à bon marché pour consommer le produit plus cher. Un tel désordre découle de la résolution qu'a prise chacun de se procurer le sucre sur son territoire et ne peut prendre fin que par l'abolition de toutes les mesures artificielles qui empêchent le consommateur de s'approvisionner là où le prix est au plus bas, c'est-à-dire par le retour au libéralisme économique. Lorsque la liberté économique règnera dans le commerce mondial du sucre, les producteurs à prix de revient élevé seront éliminés, la technique de la production progressera et le prix baissera. L'échec de la valorisation du sucre sans conteste que rien ne sert de fausser le jeu normal de l'offre et de la demande.

Aucune des politiques de direction des prix ne nous a satisfait. En principe, elles sont néfastes : elles enlèvent à l'économie une souplesse dont elle ne peut se passer. En temps normal, mieux vaut s'accommoder des imperfections du mécanisme des prix qu'intervenir brutalement en vue d'une amélioration incertaine. En temps de crise, le problème est plus complexe. Il existe des cas de force majeure économique, une disette de matières premières, une pénurie de moyens de transport, qui légitiment l'intervention de la main de l'homme. Du moins faudrait-il que fût au préalable poussée plus avant l'étude de l'économie appliquée pour que les gouvernants ne retombent plus dans les erreurs où, malgré les enseignements de l'histoire, ils s'entêtent aujourd'hui encore, comme nous l'avons montré.

B. — *Politique de suppression des prix*

Cette fois-ci nous n'aurons plus à faire à une politique d'intervention de la part de l'Etat, qui aboutit à fausser le mécanisme des prix, comme dans les cas précédents, mais à une politique de suppression totale de celui-ci.

Sans insister sur les tentatives de réalisation de Robert Owen — qui, en 1832, fonda une société, dont les membres procédaient à des échanges d'objets, et où la monnaie était remplacée par des bons de travail, société qui aboutit en peu de temps

à une faillite complète, étant donné que la plupart des sociétaires s'empressèrent d'échanger des produits démodés contre des produits qui les intéressaient, laissant au magasin des objets dont personne ne voulait, — ni sur les théories de Constantin Pecqueur — qui, en 1842, cherchant à réaliser un système collectiviste, mais étant de bonne foi, arrivait à reconstruire la société, même contre sa volonté, sur la base d'une économie individualiste, ni sur d'autres théories de différents auteurs collectivistes, nous passerons directement au système le plus net de la suppression des prix, système qui trouve son entière application dans l'Etat socialiste.

En régime socialiste, le mécanisme des prix, la loi de l'offre et de la demande, la monnaie, disparaissent. On leur substitue une autorité, qui tâchera d'établir l'équilibre économique à l'aide de statistiques. Mais l'autorité peut-elle efficacement agir pour réaliser cet équilibre ? Par quels moyens entend-elle agir ?

Si l'homme sain d'esprit est de lui-même immédiatement capable d'estimer les biens de premier ordre, comme d'ailleurs les biens de consommation, il ne peut pas le faire pour les biens d'ordre supérieur, pour lesquels des considérations plus subtiles sont nécessaires en vue d'apprécier exactement la valeur des moyens de production. C'est facile pour le petit agriculteur de choisir entre l'élevage du bétail ou la chasse, étant donné que dans ces cas, le processus de la production est simple et

bref. Mais il en va tout autrement lorsqu'il s'agit pour l'entrepreneur de choisir, par exemple, entre l'utilisation de l'énergie produite par le charbon ou celle qui lui fournit la houille blanche. Ici les processus de production étant nombreux et à durée très longue, il est impossible de se décider d'après des évaluations vagues, et il faut recourir à des calculs plus précis pour se faire une opinion sur l'économie de l'Entreprise.

Dans l'économie d'échange, le calcul est basé sur la valeur d'échange qui permet de ramener toutes les valeurs à une unité unique. Pour jouer ce rôle, on peut choisir n'importe quel bien, étant donné que les relations du marché donnent à tous les biens une valeur de substitution. Dans l'économie monétaire, c'est l'argent qui a été choisi.

« Le calcul en termes de monnaie n'a de sens que pour l'activité économique. On s'en sert pour adapter l'emploi des biens économiques aux règles de l'efficacité économique. Les biens économiques n'entrent dans ce calcul que dans la mesure où ils sont échangés contre de la monnaie. » (8)

La monnaie nous fournit en même temps un guide à travers la multitude écrasante des possibilités économiques. En nous permettant d'établir le calcul de la valeur, elle nous fournit par là les bases de l'emploi économique des biens d'ordre su-

(8) L. von Mises, « L'économie dirigée en régime collectiviste », p. 105.

périeur. Sans elle, toute production exigeant des processus à longue échéance, devrait se développer dans la nuit.

Une économie sans monnaie n'est possible qu'à l'état rudimentaire, dans le cadre étroit de l'économie domestique où le père de famille peut embrasser d'un seul regard toute l'exploitation, ou tout au plus, dans une société dont l'économie est peu évoluée. Les Incas l'ont réalisée grâce à une limitation étroite de la demande et à une réglementation sévère de l'offre, par une administration toute puissante et des sanctions très sévères. (9)

Mais réaliser de nos jours un pareil système, dans les conditions si complexes de l'économie moderne, c'est, comme nous allons le voir, au détriment de l'économie elle-même. « On n'a pas le droit, écrit M. L. von Mises, d'aller chercher dans les expériences d'une époque de production simple depuis longtemps révolue, un argument en faveur de la possibilité de réaliser une économie sans calcul monétaire. » (10)

Certes, le calcul monétaire a ses imperfections et ses défauts graves, mais nous n'avons rien de mieux à lui substituer. Si nous renonçons à nous en servir, tout calcul économique devient purement et simplement impossible. Le régime socialiste sup-

(9) Voir à ce sujet, l'étude approfondie de M. Louis Baudin, « Les Incas du Pérou ».

(10) L. von Mises. « Le socialisme », p. 135.

primant ce calcul, c'est l'autorité omnipotente qui décidera à sa place de la production et de la consommation des biens. En un mot, c'est elle qui devra accomplir l'équilibre économique.

En matière de production, la direction socialiste pourra évidemment décider de la quantité et de la sorte des biens qui doivent être produits, mais elle ne pourra pas déterminer si telle ou telle méthode de production est vraiment plus avantageuse, ni calculer le rapport qui existe entre les dépenses et le résultat de cette production, comme elle ne saura pas combiner les éléments de la nature, du travail et du capital pour obtenir le maximum de rendement.

« Quant à la distribution des moyens de production, les organisations socialistes n'ayant aucun **critère de travail rationalisé** : ni prix, ni marché, elle n'avait qu'un caractère hasardeux. Et les moyens de production étant complémentaires, seule une répartition harmonieuse par les services gouvernementaux pourrait permettre d'assurer la continuité de la production » (11). C'est l'autorité qui décide de l'utilisation des moyens de production, parce que dans la communauté socialiste, tous les moyens de production appartiennent à la collectivité.

En ce qui concerne la répartition des biens de consommation, elle aussi s'accomplit d'après des

(11) Boris Brutekus. « U.R.S.S., terrain d'expériences économiques », p. 17.

critères tout à fait arbitraires. C'est l'autorité qui choisit les individus qui doivent consommer et c'est toujours elle qui indique les biens que chaque individu doit consommer. « Ce qui caractérise le socialisme, c'est que la répartition des biens de consommation doit être indépendante de la production et de ses conditions économiques. » (12)

Mais la tâche la plus difficile du régime socialiste c'est de réaliser l'équilibre économique. Les collectivistes sont conscients de cette difficulté et c'est pour cela qu'ils sont les adversaires acharnés de la diversité des intérêts et de la liberté. En d'autres termes, ils sont partisans de l'unité. Il faut voir ici une différence essentielle entre le libéralisme et le collectivisme et c'est à juste titre que M. L. Baudin remarque : « Si l'on donne au mot d'unité son exacte expression, qui est non pas nivellement mais complémentarité, nous devons comprendre que le système d'équilibre libéral fournit l'unité. Quand les individus recherchent le coude à coude, ce n'est pas le désir d'unité qui les pousse : c'est l'esprit d'imitation caractéristique de la masse » (13), esprit imposé quelquefois avec violence par l'autorité.

Une fois « l'unité-uniformité » atteinte, les socialistes chercheront de réaliser l'équilibre par voie

(12) L. von Mises. « L'économie dirigée en régime collectiviste », p. 95.

(13) Compte rendu des séances du Colloque Walter Lippmann, p. 97.

de tâtonnement à l'aide des statistiques, lesquelles seront presque toujours déficientes, étant donné les retards dans leur publication et leur faible valeur pratique. C'est pourquoi les décisions dans l'économie socialiste seront motivées par des évaluations vagues et onéreuses. Elle ne pourront jamais être fondées sur des calculs exacts de valeur.

Dans ces conditions, et en plus si nous nous rendons compte que l'autorité dans laquelle les socialistes mettent tant d'espoir n'est pas infaillible, ce n'est plus chose étonnante de constater l'exemple donné par la Russie, laquelle après avoir appliqué à la lettre un système économique sans marché libre et sans système monétaire (1917-1921), s'achemine depuis lors et surtout depuis 1935 (14) vers une économie basée sur le système du marché libre et de la monnaie. Mais si les tentatives de reconstruction économique n'ont abouti jusqu'à présent qu'à de faibles résultats, c'est à cause d'un non-sens qui préside à toutes ces tentatives de reconstruction en Russie Soviétique : on ne peut pas détacher l'établissement des prix sur le marché, d'une organisation de la production et de la consommation fondée sur la propriété privée des moyens de production. « Ce qui donne naissance à toute notre vie économique c'est le désir qu'ont les chefs d'entreprise et les capitalistes de gagner le plus d'argent possible en sa-

(14) Voir Boris Brutzkus. « U.R.S.S., terrain d'expériences économiques ».

tisfaisant les vœux des consommateurs. » (15). C'est seulement la perspective du gain personnel qui guide la production. Si cette perspective vient à manquer, le mécanisme du marché s'enraie et s'arrête. En Russie Soviétique, la propriété des moyens de production appartenant à la collectivité et l'intérêt personnel étant supprimé, le mécanisme des prix et le système du marché ne peuvent plus fonctionner normalement et donner les résultats heureux connus dans le régime individualiste. Même si la monnaie et le mécanisme des prix ressuscitent dans l'Etat socialiste — par la volonté de l'autorité — ils ne correspondront plus à leur fin habituelle, et de toute façon ne pourront plus résoudre le problème capital du calcul économique.

*
**

Conclusion. — Le mécanisme des prix construit par les libéraux représente un édifice harmonieux et solide qui n'a guère souffert des injustices du temps. L'initiative privée et l'intérêt personnel garantissent la satisfaction sociale maxima. Bien que le consommateur, le travailleur, l'épargnant puissent se tromper, ils n'en sont pas moins seuls qualifiés dans l'immense majorité des cas, pour choisir entre les emplois multiples qu'ils peuvent faire de leur revenu, de leur force de travail ou de

(15) L. von Mises. « Le Socialisme », p. 158.

leur capital. Si tous les prix de revient et tous les prix de vente étaient exclusivement déterminés par les choix des consommateurs, ou par les décisions prises par les travailleurs et leurs épargnants au sujet de leurs carrières et de leurs placements, l'organisme économique fabriquerait le maximum de satisfactions réalisables sur la base d'une répartition donnée des revenus. Il va de soi que ce niveau de satisfactions s'élèverait si les revenus tendaient à s'égaliser davantage car si un individu dispose de 20.000 francs de rente et un autre de 500.000 fr., le vingtième billet de mille représente pour le premier une possibilité de satisfaction beaucoup plus grande que le cinq centième billet de mille pour le second. Mais ce niveau correspond à une répartition des revenus qui est la moins mauvaise possible : l'inégalité dans le système libéral répond à des différences de mérite, éventuellement de chance. Par ailleurs, les néo-libéraux, grâce à la vigueur de leurs démonstrations, ont fait justice des reproches de désordre, d'anarchie, de gaspillage adressés au régime de concurrence. En réalité, les gaspillages constatés tiennent d'après ces économistes, bien plutôt à la présence de conditions de monopole, car depuis que la machine a introduit dans l'économie la rigidité du prix de revient, la concurrence parfaite est le plus souvent un mythe. La souplesse extrême des prix que supposait le système libéral a disparu pour longtemps, semble-t-il. La concurrence est presque partout imparfaite, mélan-

gée d'éléments monogalistiques, impure et inégalement imparfaite. Comme les facteurs de production sont loués par les différentes branches dans des conditions de concurrence très inégalement imparfaites, les produits marginaux de ces facteurs ne s'égalisent pas et les consommateurs en pâtissent. Il importe donc de réagir contre l'imperfection de la concurrence, de combattre ses causes, par exemple l'ignorance et l'inertie des consommateurs (un enseignement ménager obligatoire pour les jeunes filles, comprenant l'art d'acheter serait, à cet égard, très efficace). Il importe en somme — et c'est l'un des buts du néo-libéralisme ou libéralisme dirigé — de restaurer artificiellement des conditions de formation des prix analogues à celles qui caractérisent la concurrence parfaite. Mais les néo-libéraux ne croient surtout pas que le consommateur, qui en sera le premier bénéficiaire, en soit partisan. Il n'a d'ailleurs pas forcément intérêt à ce que soient éliminées toutes les entreprises incapables d'atteindre leur développement optimum, car il n'y a pas de coïncidence obligatoire entre les conditions du *rendement* économique et celles de la *satisfaction* économique. On ne convaincra pas une jeune femme ou un gourmet que leur modiste ou leur restaurant favoris doivent disparaître parce que, n'atteignant pas leur taille de rendement optimum, ces fournisseurs réalisent des superbénéfices de monopole.

QUATRIÈME PARTIE

L'Analyse de la Critique Néo-Libérale

CHAPITRE PREMIER

L'ANALYSE DE LA CRITIQUE NÉO-LIBÉRALE

Nous venons d'exposer au cours de cette étude, les critiques que la doctrine néo-libérale dirige contre le libéralisme classique. Dans cette dernière partie, après avoir examiné objectivement ces critiques, nous considérons qu'elles comportent des éléments constructifs, mais en même temps des éléments faibles.

I. — LES ÉLÉMENTS CONSTRUCTIFS

1° *Les causes du déclin du libéralisme*

Nous sommes d'accord avec le point de vue de la doctrine néo-libérale sur les causes qui ont provoqué le déclin du libéralisme.

Le jour où elle a été reprise par l'Ecole de Manchester, en vue de la reconstruction de la société sur de nouvelles bases, la théorie dynamique du « laisser-faire, laisser-passer » est devenue, par un

véritable contre-sens, une théorie de conformisme social et d'abstention de l'Etat.

A partir du moment où cette théorie cesse d'être dynamique, on peut parler du déclin ou même de la décadence du libéralisme. En partant de l'hypothèse que le domaine économique est interdit à toute intervention de l'Etat, les économistes libéraux arrivèrent à défendre le « statu quo » dans ce domaine, et par là, à provoquer des injustices intolérables.

En réalité, le domaine économique est à la fois le résultat d'un ordre spontané dans lequel il est évident qu'on se refuse d'admettre une intervention quelconque de la part de l'Etat, comme par exemple, dans le cas de la famille, laquelle est considérée comme antérieure et supérieure à l'Etat, mais il est aussi le résultat d'un ordre légal qui aurait dû faire l'objet des interventions juridiques de la part de celui-ci. C'est parce que ces interventions ont manqué, que le libéralisme est arrivé à défendre le « statu quo », et c'est pour la même raison qu'il s'est trouvé dépassé par les événements.

Telle étant la situation, il n'est pas étonnant de voir les masses rejeter le libéralisme et se tourner vers d'autres doctrines capables de réaliser leurs revendications légitimes.

2° *Le déclin du libéralisme n'est pas inévitable*

Les néo-libéraux ont eu parfaitement raison de soutenir que le déclin du libéralisme n'est pas inévitable. Ils ont démontré avec succès, qu'entre la concentration des entreprises et le collectivisme, il n'y avait pas de lien de cause à effet, comme les collectivistes le soutenaient. Il y a là deux phénomènes complètement indépendants l'un de l'autre, et la démonstration des faits a été irréfutable. Ce n'est pas dans les pays capitalistes où la concentration des entreprises, due au développement de la société anonyme et du machinisme, avait pris un essor formidable que le régime collectiviste s'est établi, mais tout au contraire nous l'avons vu régner, après la guerre en Russie, dans un pays où le capitalisme et l'industrie naissaient à peine.

En plus la concentration des entreprises sur laquelle Lénine et tous les autres collectivistes avaient mis tant d'espoir, n'était pas le résultat d'une évolution fatale, mais l'œuvre de certaines personnes intéressées qui ont usé et abusé de tous les privilèges que l'Etat leur accordait.

En d'autres termes, le mérite des néo-libéraux, est celui d'avoir montré au monde avec une clarté parfaite, que le déclin du libéralisme est dû à des causes étrangères et par là évitables. En apportant

un remède à ces causes, on offre également un remède au libéralisme lui-même.

3° La supériorité du libéralisme

Enfin, nous partageons le même point de vue que les néo-libéraux sur la supériorité du libéralisme.

Depuis la grande guerre, on a suffisamment expérimenté le collectivisme. Il n'a jamais donné satisfaction. Les désillusions intérieures et les appréhensions extérieures qu'il engendre, sont aujourd'hui des faits indéniables.

Les néo-libéraux ont largement démontré dans leurs ouvrages les insuffisances du collectivisme comme doctrine économique et sociale, et les maux qui découlent de son application. Ils ont trouvé en échange dans le libéralisme des solutions à tous les problèmes sur lesquels le collectivisme ne pouvait donner que des décisions boiteuses et artificielles. Le libéralisme a le mérite d'avoir compris la philosophie de la division du travail. De là, toute une série de conséquences bienfaisantes pour notre société ; la richesse s'accroît, la paix devient la règle générale, et non l'exception, la confiance et la sécurité permettent le progrès et la prospérité.

Mais le grand mérite du libéralisme est celui d'avoir compris le rôle du mécanisme des prix à sa juste valeur. Le mécanisme des prix a des imperfec-

tions, mais la loi de l'offre et de la demande continue de jouer et la concurrence profite de toutes les fissures pour s'insinuer. C'est ici l'essentiel.

Diriger les prix, d'après la pratique de ces vingt dernières années, comme nous l'avons vu, veut dire fausser à la fois la sélection et l'orientation de notre vie économique.

Supprimer les prix, veut dire supprimer le calcul économique et plonger le monde entier dans le chaos et l'arbitraire.

C'est seulement par le fonctionnement automatique du mécanisme des prix, qu'on pourra réaliser l'équilibre entre la production et la consommation, et par là, concilier à la fois l'intérêt particulier et l'intérêt général.

II. — LES ÉLÉMENTS FAIBLES

Cependant, nous croyons que la doctrine néo-libérale comporte des éléments faibles, quand elle entend critiquer le libéralisme en tant que système de production. « Dans la mesure, écrit M. Gaëtan Pirou, où le néo-libéralisme entend ressusciter en quelque sorte le capitalisme concurrentiel du ^{xix}^e siècle, on peut se demander si la tâche qu'il entreprend est réalisable et opportune. » (1)

(1) « Néo-libéralisme, néo-corporatisme, néo-socialisme »,
p. 32.

Et en fait, dans leur critique, les économistes néo-libéraux ont attaqué, comme on l'a vu (2), deux institutions capitalistes qui ont trouvé leur épanouissement dans le régime libéral, la société anonyme et les ententes économiques.

On trouve ici, pour ces économistes, deux entraves au système spontané de l'économie classique. Pour y parvenir, il faut préalablement réformer ces deux institutions. Mais la réforme est-elle réalisable ? est-elle souhaitable ?

1° *La société anonyme*

Si nous ne pouvons pas être d'accord sur cette question, avec les néo-libéraux, c'est justement parce qu'à notre avis, le mérite de la Société anonyme, est d'avoir séparé la propriété du capital de la gestion de l'entreprise et d'arriver ainsi de donner la possibilité au petit épargnant (ouvrier, petit cultivateur, fonctionnaire) de contribuer à la création de grandes affaires.

De plus, nous croyons voir, à cette occasion, le commencement de l'assainissement d'un problème très délicat : celui de l'exploitation du travail par le capital.

En même temps, une autre conséquence heu-

(2) Chapitre I, Deuxième partie.

reuse de la séparation de la propriété du capital de la gestion de l'entreprise, et qui a eu les effets les plus importants sur le développement de notre vie économique, c'est la limitation de la responsabilité de l'actionnaire.

« Le système juridique de la responsabilité limitée, dit M. L. von Mises, est indispensable à l'existence, non seulement des grandes entreprises, mais aussi très souvent, à des entreprises moyennes ou même petites. On ne saurait nier que les plus grandes entreprises n'auraient jamais pu être constituées sans l'application de ce système. Mais il convient de souligner de plus que certaines œuvres d'une importance vitale ne pouvaient être réalisées que par des entreprises de ce genre, et ne l'auraient pas été sans elles ; il suffit de mentionner à titre d'exemple, la construction de grandes voies ferrées transcontinentales ou le percement de l'isthme de Suez. » (3)

Aux attaques de quelques néo-libéraux, en ce qui concerne la limitation de la responsabilité des actionnaires, M. L. Marlio — lui-même un néo-libéral convaincu — n'hésite pas à soutenir que cette limitation de responsabilité, loin de jouer en faveur des actionnaires, est un avantage notoire qu'on donne aux contractats de la société.

(3) Compte rendu des séances du Colloque Walter Lippmann, p. 42.

« Lorsqu'on traite avec un individu, on ignore
« complètement quelle est sa fortune, quelles sont
« ses dettes, quelle est sa solvabilité ; lorsqu'on trai-
« te avec une société, on a des données plus com-
« plètes sur tous ces points. » (4)

Si les néo-libéraux sont contre la séparation de la propriété du capital de la gestion de l'entreprise, c'est parce qu'ils y voient un procédé efficace d'agrandissement de la puissance des administrateurs, et de leurs bénéfices.

Nous ne croyons pas que les néo-libéraux aient raison dans leurs accusations. En réalité, les administrateurs sont les éléments actifs de la Société, ce sont eux qui la dirigent. Leur tâche est beaucoup plus complexe que celle des simples actionnaires, et de la qualité de leur gestion dépend le succès de l'affaire. En conséquence, c'est une chose très logique que leur puissance soit plus étendue que celle des actionnaires et que leurs bénéfices soient proportionnels à leur travail.

Nonobstant, nous sommes loin d'affirmer que la Société Anonyme soit une institution sans reproche. Elle a des défauts, et il faut bien l'avouer. Mais ces défauts ne résident pas dans l'institution même, mais dans la manière dont elle est légalement établie, et malgré tout elle reste l'élément de base de notre vie économique.

(4) M. Marlio. Compte rendu des séances du Colloque Walter Lippmann, p. 43.

2° *Les ententes économiques*

Contrairement à l'opinion de la plupart des néo-libéraux, nous croyons à l'action bienfaisante des ententes économiques, qui nous paraissent actuellement le moyen le plus efficace pour stabiliser les prix et adapter la production à la consommation. Les ententes économiques sont devenues ce facteur de stabilisation, depuis que la concurrence déréglée n'y suffit plus car dans le monde d'aujourd'hui nous pouvons dire que la concurrence parfaite est devenue l'exception. Multiples sont les exemples de concurrence imparfaite qui peuvent soutenir notre point de vue.

Ainsi, nous voyons l'Etat remplacer l'initiative privée, dans la marche de certains services, comme la Défense Nationale, la police, la justice. De même l'Etat intervient par la fiscalité dans le système de concurrence, afin de satisfaire certains besoins collectifs. Enfin, il ne faut pas oublier les causes principales qui rendent un marché imparfait, même si nous n'avons pas à faire une intervention de la part de l'Etat, et même si les producteurs sont complètement indépendants les uns des autres ; c'est l'existence des frais de transport, l'insuffisance des renseignements dont disposent les consommateurs, les différences de qualité et de type des produits vendus par les divers producteurs, etc. En outre, dans

l'état actuel du marché, la concurrence est devenue d'autant plus fragile et par là incertaine, qu'elle peut être altérée et viciée — dans certaines circonstances — par les agissements de certains individus isolés.

Il y a des cas où un vendeur isolé est en mesure d'agir sur le prix d'un produit, en développant ou en restreignant ses propres ventes. Prenons l'exemple de l'industrie automobile.

Pour produire les automobiles, au plus bas coût de production, il faut les fabriquer sur une grande échelle. S'il y avait un grand nombre de producteurs, aucun d'entre eux ne produirait sur une échelle suffisante pour comprimer au maximum le prix de revient. C'est ici qu'on trouve d'ailleurs la cause principale du petit nombre de constructeurs. Même si leurs profits sont élevés, on ne trouve pas de nouveaux constructeurs prêts à entrer dans cette branche, parce qu'ils se rendent compte qu'avec leur production additionnelle de voitures, ils modifieraient considérablement la production globale et entraîneraient de la sorte un fléchissement important des prix. On arriverait aux mêmes résultats dans le cas de la production de certaines matières premières dont l'exploitation est restreinte à certains producteurs : le charbon, par exemple. Il est alors impossible que de nouveaux concurrents surgissent quand la production est entre les mains de quelques personnes, et qu'il n'existe pas d'autres sources productives.

De même, il y a des cas où un acheteur isolé est en mesure d'agir sur le prix des produits, surtout sur le prix des facteurs de production. Par exemple, si l'industrie automobile achète une grande part de la production du caoutchouc d'un certain type, les variations de la demande d'un constructeur agiront de façon appréciable sur la demande globale, donc sur les prix du caoutchouc.

De cette façon, on ne peut plus parler de nos jours, d'une concurrence parfaite, ni de ses conséquences heureuses. Justement, une des causes du déséquilibre qui domine la vie économique actuelle, se trouve dans cette concurrence imparfaite, qui se fait de plus en plus ressentir.

Cependant, si le retour à une concurrence parfaite est nécessaire et souhaitable, ce retour, comme on a pu le voir, n'est plus possible en raison de la structure et de la complexité même de la vie économique d'aujourd'hui. Ce n'est pas là, l'opinion des néo-libéraux. Ils espèrent la réaliser par la dissolution des ententes économiques, qui constituent pour eux l'entrave principale au fonctionnement normal de la concurrence.

Pour nous, la dissolution de ces ententes n'est ni nécessaire, ni souhaitable. Cela parce que :

Premièrement, nous restons persuadés que dans l'état actuel des choses, une concurrence parfaite n'est pas possible.

Deuxièmement, les ententes économiques sont l'élément de stabilité et d'équilibre, par lequel la production s'adapte à la consommation, et par là même elles constituent un remède efficace à l'insuffisance d'une concurrence imparfaite.

Etant donné ces faits, nous croyons que, non seulement les ententes économiques ne sont pas contraires à la concurrence, mais tout au contraire, étant un élément de stabilité et d'adaptation de la production à la consommation, elles sont un élément efficace pour réaliser et consolider de nos jours la concurrence.

En dehors de ce but principal, les ententes économiques comportent aussi d'autres avantages. Ce sont *les producteurs, les consommateurs et les ouvriers* qui en profitent à la fois.

Les ententes économiques comportent des avantages pour les producteurs, parce que normalement elles doivent avoir pour résultat d'abaisser le prix de revient des marchandises produites par toutes les entreprises cartellisées. M. L. Marlio nous expose les moyens d'y parvenir :

« C'est l'organisation du travail, le fait de savoir, un an ou deux à l'avance, à quel rythme une usine ou un groupe d'usines pourront tourner, la réduction des stocks, la diminution de l'importance des usines de réserve, l'organisation du personnel, les recherches faites en commun, qui peuvent être conduites avec plus d'ampleur

« et donner des résultats qui dépassent, et de loin, « la somme des résultats individuels qui auraient « pu être obtenus. Je vais même plus loin, et je « dirai qu'au point de vue commercial, les résultats « de la propagande individuelle sont très inférieurs « à ceux de la propagande collective. » (5).

Notons, dans la même catégorie d'avantages, ceux qui consistent, dans le pouvoir des ententes économiques, sinon à supprimer les crises, tout au moins à les prévoir et à les atténuer. Leur tâche est facilitée par des moyens d'information parfaite. Ainsi, quand il y a des indices du commencement d'une époque de dépression, les ententes économiques peuvent prendre des mesures efficaces pour la restriction de la production, afin d'empêcher une surproduction, et par là le dérèglement du marché.

De même, comme nous venons de le dire, les ententes économiques comportent des avantages pour les consommateurs. Elles leur sont favorables à un double point de vue : celui de la modération des prix, et celui de la stabilité des prix.

En ce qui concerne la modération des prix, on a constaté que les industries dans lesquelles les prix de vente ont le plus baissé sont les industries cartellisées, et non pas les industries qui sont restées en dehors de ces ententes. C'est ainsi que le cartel de l'aluminium a mené une telle politi-

(5) Op. cit., p. 122.

que, que même dans les périodes de prospérité — quand tous les autres prix augmentaient — le prix de l'aluminium baissait, négligeant donc les bénéfices immédiats et momentanés. C'est pour cette raison qu'il s'est maintenu. Tout au contraire, quand un cartel désire abuser de la puissance de son monopole, en imposant aux consommateurs des prix exagérés, il est voué à l'échec, comme ce fut le cas du cartel du cuivre.

Pour qu'une entente économique puisse triompher, elle ne doit pas oublier :

a) qu'à chaque moment, un outsider, c'est-à-dire un producteur dissident, peut la concurrencer ;

b) qu'il est bien rare qu'un produit soit irremplaçable et que, par conséquent, il faut tenir compte d'un succédané, c'est-à-dire d'un produit qui pourrait toujours se substituer au précédent.

On trouve ici deux moyens suffisants pour empêcher les ententes économiques d'abuser de leur situation.

Tout cela sous réserve que le monopole des ententes économiques ne porte pas sur des objets de première nécessité, dont les hommes ne puissent pas se passer, ni même les remplacer, comme par exemple, le pain, les chaussures, etc... C'est alors le devoir de l'Etat d'intervenir et d'abaisser le prix au niveau du prix de concurrence. Sauf cette exception, nous ne croyons pas nécessaire l'intervention de l'Etat, et nous restons convaincus que les

ententes économiques sont favorables aux consommateurs.

« Une fois la concentration obtenue et l'entente réalisée, dit M. Louis Baudin, les résultats peuvent ne pas être forcément défavorables ; il y a des concentrations saines et des concentrations malsaines. Pour en juger ce n'est pas le fait du monopole qu'il faut observer, mais le *prix* du monopole. Il y a des producteurs qui ont l'exclusivité du marché, mais ne peuvent augmenter leurs prix, sans s'exposer à une telle chute du montant des ventes, que les bénéfices se trouveraient amoindris. Autrement dit, nous référant à la théorie des prix de monopole, nous déclarons que le monopole offre un danger seulement au cas où la demande est rigide.

« Or, ce cas correspond le plus souvent à celui d'objets de première nécessité, dont l'Etat ne saurait se désintéresser. Alors, l'intervention de l'Etat est justifiée. L'individualisme étant un régime de concurrence, les pouvoirs publics doivent être alertés, dès que risque de s'installer un prix de monopole très supérieur au prix de concurrence. » (6)

Quant à la stabilité des prix, les ententes économiques sont d'un réel avantage pour les consom-

(6) Cours d'Histoire des Doctrines économiques (doctoral), 1939-40, p. 29.

mateurs. Les prix n'oscillant plus à chaque moment, les prévisions des consommateurs peuvent être beaucoup plus justes. Ils savent d'avance le prix auquel ils achètent les produits, sans que les cours puissent être influencés par les variations journalières de la Bourse du Commerce. Par là, les ententes économiques sont un élément de confiance pour les consommateurs.

Enfin, les ententes économiques comportent des avantages pour les ouvriers. Ceux-ci peuvent travailler tranquillement dans les industries cartellisées sans avoir le souci du chômage, chose d'une extrême importance, surtout dans les temps troubles et incertains.

Après avoir exposé les avantages des ententes économiques, nous reconnaissons qu'elles comportent aussi des inconvénients. Mais ces inconvénients, il faut le dire sincèrement, sont, à notre avis, de beaucoup inférieurs aux avantages.

Parmi ces inconvénients, nous citons la tendance qu'ont certaines ententes, surtout quand leur affaire est montée sur un brevet spécial ou quand leurs entreprises sont dotées d'un outillage déterminé, de les conserver le plus possible. On voit là une entrave au progrès, et à la modernisation des entreprises cartellisées.

De même, comme nous l'avons dit plus haut, il y a certaines ententes qui comprennent mal leur intérêt. Elles imposent aux consommateurs des prix

de monopole, mais la punition ne se laisse pas attendre et ces ententes disparaîtront.

Cependant, nous restons persuadés qu'elles sont d'un avantage incontestable pour notre vie économique et pour cette raison, non seulement elles ne doivent pas disparaître, mais tout au contraire, il faut les maintenir et les perfectionner.

Vu : *Le Doyen*,
G. RIPERT.

Vu : *Le Président*,
L. BAUDIN.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
Gilbert GIDEL.

BIBLIOGRAPHIE

Auteurs Classiques

- F. BASTIAT. — Harmonies économiques. — Librairie Guillemin. Paris 1860.
- C. COLSON. — Organisme économique et désordre social. — Flammarion. Paris 1912.
- Paul LEROY-BEAULIEU. — L'Essai sur la répartition des richesses. — Economistes et publicistes contemporains. Paris 1881.

Auteurs néo-libéraux

- Louis BAUDIN. — Le mécanisme des prix. — Librairie de Droit et de Jurisprudence. Paris 1940.
- L'utopie soviétique. — Sirey. Paris 1937.
 - Les Incas du Pérou. — Librairie Médicis. Paris 1942.
 - Précis d'histoire des doctrines économiques. — Domat-Montchrestien. Paris 1942.
 - Manuel d'économie politique. — Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence. Paris 1943.
 - Histoire des doctrines économiques, Cours de Doctorat, 1939-1940.
 - Evolution de l'économie française. L'Organisation Economique actuelle. — Juillet-Août 1941.
 - Cours de Doctorat 1942-1943.
 - La théorie du pouvoir d'achat. — Conférence à la Société d'Economie politique de Belgique, 1940.

- A.-S.-J. BASTER. — Le crépuscule du capitalisme américain.
— Librairie de Médicis. Paris, 1939.
- Boris BRUTZKUS. — U.R.S.S., terrain d'expériences économiques. — Librairie de Médicis. Paris 1937.
- A. DETOEUF. — La crise du capitalisme ; publ. dans la Revue
« X Crise », 1936.
- F.A. VON HAYEK, N.-G. PIERSON, Ludwig von MISES, Georg
HALNI, Enrico BARONE. — L'économie dirigée en régime
collectiviste. — Librairie de Médicis, Paris 1939.
- Bernard LAVERGNE. — Essor et décadence du capitalisme. —
Payot, Paris 1938.
— La crise et ses remèdes. — Libr. de Médicis, Paris 1938.
- Walter LIPPMANN. — La cité libre. — Librairie de Médicis.
Paris 1938.
- F. MACHLUP. — Guide à travers les panacées économiques. —
Librairie de Médicis, Paris 1938.
- Louis MARLIO. — Le sort du capitalisme. — Flammarion.
Paris 1938.
— Dictature ou liberté. — Flammarion. Paris, 1940.
- Ludwig von MISES. — Le socialisme. — Librairie de Médicis.
Paris 1938.
— Les illusions du protectionnisme et de l'autarchie. — Li-
brairie de Médicis. Paris 1938.
- Umberto RICCI. — Quelques faux remèdes à la dépression
économique. — Librairie de Médicis. Paris 1938.
- W. RÖPKE. — Explication économique du monde moderne.
— Librairie de Médicis. Paris 1940.
- Lionel ROBBINES. — L'économie planifiée et l'ordre interna-
tional. — Librairie de Médicis. Paris 1938.
- Louis ROUGIER. — Les mystiques économiques. — Librairie
de Médicis. Paris 1938.
- Jacques RUEFF. — La crise du capitalisme. — Editions de
la Revue Bleue. Paris 1935.
— Pourquoi je reste malgré tout libéral ; publ. dans la Re-
vue « X Crise », 1934.
— Compte rendu des séances du Colloque Walter Lipp-
mann. — Librairie de Médicis. Paris 1939.

*Auteurs qui ont analysé la doctrine
néo-libérale*

- L. BALLANDE (Mme). — Entre la concurrence et le monopole.
— Revue d'Economie Politique, 1938.
- F.-H. KNIGHT. — The Ethics of Liberalism.; pub. dans la Revue « Economica », 1939.
- DE LEENER. — Le sens fondamental du libéralisme économique ; publ. dans la Revue « L'actualité Economique », de Montréal, 1939.
- H. MÖLLER. — Kalkulation, Absatzpolitik und Preisbildung. — Wien, 1941.
- Gaëtan PIROU. — Néo-libéralisme, néo-corporatisme, néo-socialisme. — Gallimard. Paris 1939.
— Jugements nouveaux sur le capitalisme ; publ. dans la « Revue d'Economie Politique », 1939.

Divers auteurs

- G. FAIN. — La Science Economique. — Payot, Paris 1942.
- J. ROBINSON. — The economics of imperfect competition, 1933.
- M.-H. EL-GAMEL. — Le problème international du sucre. — Librairie générale de droit et de Jurisprudence. 1941.
- MOREAU-NÉRET. — Le Contrôle des Prix en France. — Librairie du Recueil Sirey, Paris 1941.
- VILFREDO PARETO. — Cours d'Economie Politique, 1896.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
------------------------	---

PREMIERE PARTIE

LES CARACTERISTIQUES DE L'ECONOMIE CLASSIQUE

CHAPITRE PREMIER. — LES CARACTÉRISTIQUES DE L'ECONOMIE CLASSIQUE	21
<i>L'intérêt personnel</i>	21
<i>La concurrence</i>	22
<i>Le Mécanisme des Prix</i>	25

DEUXIEME PARTIE

LES POINTS FAIBLES DU LIBERALISME

CHAPITRE PREMIER. — LE DÉCLIN DU LIBÉRALISME....	31
I. — <i>L'action de masse remplace l'action indivi- duelle</i>	32
II. — <i>La Société Anonyme remplace l'individu dans la production</i>	36

III. — <i>La concentration industrielle et ses conséquences anti-libérales</i>	41
CHAPITRE II. — LA DOCTRINE DU « LAISSER-FAIRE, LAISSER-PASSER » ET SON INFLUENCE NÉFASTE SUR LE LIBÉRALISME	47
CHAPITRE III. — LE LIBÉRALISME ET LE COLLECTIVISME	51

TROISIEME PARTIE

LES POINTS FORTS DU LIBERALISME

CHAPITRE PREMIER. — LA DIVISION DU TRAVAIL.....	61
1° <i>Les origines de la division du travail</i>	61
2° <i>Les effets de la division du travail</i>	63
CHAPITRE II. — LE MÉCANISME DES PRIX.....	67
I. — <i>La théorie classique de la formation des prix et les rectifications néo-libérales</i>	67
1° <i>Exposé classique</i>	67
2° <i>Nouvelle formulation</i>	69
3° <i>Addition</i>	81
II. — <i>Direction et suppression des prix</i>	88
A. — <i>De quelques remèdes proposés aux imperfections du mécanisme des prix</i>	88
1° <i>Direction monétaire</i>	88
2° <i>La taxation</i>	94
3° <i>La valorisation</i>	99
B. — <i>Politique de suppression des prix</i>	104
<i>Conclusion</i>	111

QUATRIEME PARTIE

L'ANALYSE DE LA CRITIQUE NEO-LIBERALE

CHAPITRE PREMIER. — L'ANALYSE DE LA CRITIQUE NÉO-LIBÉRALE	117
I. — <i>Les éléments constructifs</i>	117
1° Les causes du déclin du libéralisme.....	117
2° Le déclin du libéralisme n'est pas inévitable	119
3° La supériorité du libéralisme	120
II. — <i>Les éléments faibles</i>	121
1° La Société Anonyme	122
2° Les ententes économiques	125
BIBLIOGRAPHIE	135

MAURICE LAVERGNE
IMPRIMEUR
289, RUE ST-JACQUES
PARIS — 5

